

# DIALOGUE GLOBAL

5.2

4 numéros par an, en 15 langues

La crise de la sociologie  
américaine

Iván Szelényi

La sociologie  
globale remise  
en question

Gurminder Bhambra

Les avènements que  
nous voulons

Markus S. Schulz

Après  
Charlie Hebdo

Stéphane Beaud,  
Mabel Berezin,  
Elisabeth Becker

Volets thématiques :

- > **Sociologie pakistanaise**
- > **Hommage à Ulrich Beck**
- > **Sociologie irlandaise**

MAGAZINE



Association  
Internationale  
de Sociologie



VOLUME 5 / NUMÉRO 2 / JUIN 2015  
<http://isa-global-dialogue.net>

DG



# > Éditorial

## L'avenir de la sociologie, et la sociologie de l'avenir

Ce numéro inaugure une nouvelle série sur l'avenir de la sociologie. Le célèbre sociologue hongrois Iván Szelényi propose un diagnostic sur la triple crise – politique, méthodologique et théorique – que traverse la sociologie américaine : celle-ci a perdu les amarres politiques qui renaient et stimulaient les étudiants dans les années 1960 et 70 ; elle a perdu son avantage méthodologique, se laissant distancer par l'analyse causale offerte par les expériences de terrain qui maintenant prospèrent en sciences politiques et en économie ; enfin, elle a perdu son pouvoir d'imaginer théorique, qui provenait de son dialogue avec les penseurs classiques. La sociologie a perdu son chemin, et n'attire plus les nouvelles générations d'étudiants. Comment cela est-il possible ?

Écrivant depuis le Royaume-Uni, Gurinder Bhambra critique toute polarisation exclusive sur le Nord (comme celle de Szelényi) mais aussi la sociologie « autochtone », le cosmopolitisme global et la théorie de la modernisation, que l'eurocentrisme soit pris comme point de départ ou comme point de référence. Aucune de ces approches ne peut aboutir à ce que vise la sociologie globale qu'elle propose, à savoir récupérer les expériences coloniales et postcoloniales forgées par les *connexions* transnationales. Mais peut-il y avoir une sociologie globale sans *participation* du Sud ? Deux jeunes sociologues originaires du Pakistan, Laila Bushra et Hassan Javid, décrivent les obstacles à l'existence même de la sociologie (sans même parler de la sociologie globale) dans de nombreux pays du Sud – même si le Pakistan compte une association nationale de sociologie et 19 membres individuels à l'ISA.

Il ne faudrait pas non plus négliger la présence de plus en plus importante du Sud dans les pays du Nord. Suite aux tueries de Charlie Hebdo, Stéphane Beaud expose dans ce numéro les débats entre les sociologues français, tandis que Mabel Berezin décrit la résurgence de l'extrême droite dans toute l'Europe. Sur la base de son travail de terrain dans les mosquées d'Allemagne, d'Espagne et du Royaume-Uni, Elisabeth Baker nous permet pour sa part d'appréhender le profond sentiment de peur qui se propage dans les communautés musulmanes.

Markus Schultz, Vice-Président de l'ISA pour la Recherche, nous fait passer de l'avenir de la sociologie à la sociologie de l'avenir, thème du prochain Forum de l'ISA qui se tiendra à Vienne du 10 au 14 juillet 2016. Il insiste sur l'importance d'analyser notre avenir, et d'être alertés sur ses dangers potentiels. L'avenir est entre les mains des êtres humains, et c'est là quelque chose que la sociologie doit prendre en compte. La vision de Schulz est inspirée de celle d'Ulrich Beck, décédé le 1<sup>er</sup> janvier 2015 – une perte tragique pour la sociologie et la communauté internationale. Beck est un sociologue dont l'influence et l'inspiration ont largement dépassé notre discipline. Nous rendons hommage ici à ses contributions novatrices, avec des témoignages d'Allemagne, d'Argentine, de Corée du Sud et du Canada.

Enfin, nous poursuivons notre série sur les sociologies nationales – cette fois en Irlande. Quatre articles témoignent de la transformation globale de ce pays : l'impact de la crise économique d'origine mondiale, la réaction d'une sphère publique en train de renaître, le caractère transnational de la famille irlandaise d'aujourd'hui, et l'incidence du soutien européen sur le mouvement féministe irlandais.

> **Dialogue Global est disponible en 15 langues sur le site web de l'ISA**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à [burawoy@berkeley.edu](mailto:burawoy@berkeley.edu)**



*Iván Szelényi, sociologue hongrois de renom, témoigne de sa longue expérience de la sociologie américaine et préfigure sa faillite.*



*Gurinder Bhambra, éminente sociologue d'Angleterre, oppose aux approches traditionnelles de la sociologie globale une approche fondée sur des « sociologies connectées ».*



*Markus S. Schulz, Vice-Président de l'ISA pour la Recherche, introduit le thème du prochain Forum de l'ISA qui se tiendra à Vienne du 10 au 16 juillet 2016 : Les futurs que nous voulons : La sociologie mondiale et les luttes pour un monde meilleur.*



**Dialogue Global** est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

## > Comité de rédaction

**Directeur de la publication :** Michael Burawoy.

**Rédactrice en chef adjointe :** Gay Seidman.

**Responsables éditoriaux :** Lola Busuttill, August Bagà.

### Rédacteurs-consultants :

Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchyan, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalon, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

### Équipes régionales

#### Monde arabe :

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

#### Brésil :

Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Renata Barreto Preturlan, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Rafael de Souza, Benno Alves.

#### Colombie :

María José Álvarez Rivadulla, Sebastián Villamizar Santamaría, Andrés Castro Araújo, Katherine Gaitán Santamaría.

#### Inde :

Ishwar Modi, Rashmi Jain, Pragya Sharma, Jyoti Sidana, Nidhi Bansal, Pankaj Bhatnagar.

#### Iran :

Reyhaneh Javadi, Abdolkarim Bastani, Niayesh Dolati, Mitra Daneshvar, Faezeh Khajehzadeh.

#### Japon :

Satomi Yamamoto, Hikari Kubota, Hatsuna Kurosawa, Masahiro Matsuda, Yuka Mitani, Ayaka Ogura, Hiroataka Omatsu, Fuma Sekiguchi.

#### Kazakhstan :

Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Gulim Dosanova, Daurenbek Kuleimenov, Elmira Otar, Ramazan Salykzhanov, Adil Rodionov, Nurlan Baygabyl, Gani Madi, Anar Bilimbayeva, Galimzhanova Zhulduz.

#### Pologne :

Adam Müller, Anna Wandzel, Jakub Barszczewski, Justyna Kościńska, Justyna Zielińska, Kamil Lipiński, Karolina Mikołajewska, Krzysztof Gubański, Mariusz Finkielsztajn, Martyna Maciuch, Mikołaj Mierzejewski, Patrycja Pendrakowska, Weronika Gawarska, Zofia Penza.

#### Roumanie :

Cosima Rughiniş, Corina Brăgaru, Andreea Acasandre, Ramona Cantaragiu, Alexandru Dutu, Ruxandra Iordache, Mihai-Bogdan Marian, Angelica Marinescu, Anca Mihai, Monica Nădrag, Balazs Telegdy, Elisabeta Toma, Elena Tudor.

#### Russie :

Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Asja Voronkova.

#### Taiwan :

Jing-Mao Ho.

#### Turquie :

Gül Çorbacioğlu, Nil Mit, Rana Çavuşoğlu.

**Consultants médias :** Gustavo Taniguti, José Reguera.

**Consultante éditoriale :** Ana Villarreal.

## > Dans ce numéro

Éditorial : L'avenir de la sociologie, et la sociologie de l'avenir **2**

La triple crise de la sociologie américaine  
**Iván Szélényi, Hongrie** **4**

La sociologie globale remise en question  
**Gurminder Bhambra, Royaume-Uni** **9**

Les avènements que nous voulons  
**Markus Schulz, États-Unis** **12**

### > APRÈS CHARLIE HEBDO

Interpréter les événements de janvier 2015  
**Stéphane Beaud, France** **14**

Les partis extrémistes, avant et après Charlie Hebdo  
**Mabel Berezin, États-Unis** **17**

Sur le terrain : En Europe, la moisson de la peur  
**Elisabeth Becker, Allemagne** **20**

### > SOCIOLOGIE PAKISTANAISE

À la recherche de la sociologie au Pakistan  
**Laila Bushra, Pakistan** **23**

Quelles perspectives pour la sociologie au Pakistan ?  
**Hassan Javid, Pakistan** **25**

### > HOMMAGE À ULRICH BECK

Ulrich Beck, un sociologue européen avec un dessein cosmopolitique  
**Klaus Dörre, Allemagne** **27**

Ulrich Beck en Amérique latine  
**Ana María Vara, Argentine** **30**

L'influence d'Ulrich Beck en Asie de l'Est  
**Sang-Jin Han, Corée du Sud** **32**

Les diverses influences d'Ulrich Beck en Amérique du Nord  
**Fuyuki Kurasawa, Canada** **34**

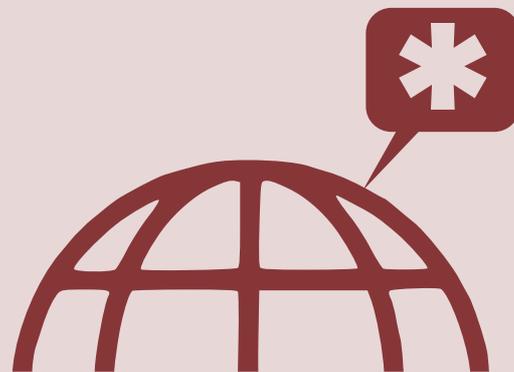
### > SOCIOLOGIE IRLANDAISE

Irlande : Le chemin du désastre économique  
**Seán Ó Riain, Irlande** **36**

De la défense de la sphère publique  
**Mary P. Corcoran, Irlande** **38**

Le mouvement féministe en Irlande  
**Pauline Cullen, Irlande** **40**

Connexions celtiques : Les familles globales en Irlande  
**Rebecca Chiyoko King-O'Riain, Irlande** **42**



# > La triple crise de la sociologie américaine

Iván Szelényi, Université de New York (États-Unis)



Il y a 45 ans de cela, dans *The Coming Crisis of Western Sociology* [La crise à venir de la sociologie occidentale], Alvin Gouldner prédisait la fin du structuro-fonctionnalisme et l'essor d'une sociologie plus réflexive – un avertissement qui peut aujourd'hui paraître curieusement inadéquat dans la mesure où en 1970 la sociologie parsonsiennne était déjà morte et la sociologie était sur le point de connaître son époque la plus stimulante. À côté de Gouldner, une nouvelle sociologie critique et innovante avait fait son apparition, avec des sociologues comme Seymour Martin Lipset, C. Wright Mills, S.M. Miller, Lee Rainwater, Pierre Bourdieu, David Lockwood, Ralph Miliband, Claus Offe, Ralf Dahrendorf, en même temps que d'autres dans les pays socialistes d'Europe de l'Est de l'époque, notamment Zygmunt Bauman, Leszek Kolakowski et le groupe Praxis en Yougoslavie. Paradoxalement, la crise annoncée par Gouldner semblait avoir été résolue : notre discipline, parvenant à sortir de la voie sans issue du structuro-fonctionnalisme, était au contraire en train de s'imposer comme un lieu de prédilection pour étudiants radicaux

>>

| Iván Szelényi.

**Iván Szelényi** est un éminent sociologue qui a obtenu de nombreuses distinctions et qui a toujours œuvré pour que la sociologie ait une influence sur les grands débats de notre temps. À ses débuts dans la Hongrie des années 60, il travaille à l'Office hongrois d'études statistiques, puis à l'Académie hongroise des sciences, avant d'être contraint à l'exil en raison de ses travaux critiques, en particulier l'ouvrage qu'il a cosigné avec György Konrád, *La marche au pouvoir des intellectuels : Le cas des pays de l'Est* (1979), l'un des traités les plus originaux et importants qui ait été écrit en Europe de l'Est sur le socialisme d'État. Il s'installe alors en Australie, où il fonde le Département de Sociologie à l'Université Flinders, puis part aux États-Unis où il occupe des chaires prestigieuses, à l'Université du Wisconsin-Madison, au Graduate Center de la City University of New York, à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) puis à l'Université Yale. Plus récemment, il est devenu le premier doyen de la Faculté des Sciences sociales du campus de la New York University à Abou Dhabi. Ses travaux sur les effets redistributifs des marchés sous le socialisme d'État et son étude sur le parcours des entrepreneurs socialistes restent à ce jour particulièrement novateurs. Il compte parmi les rares sociologues à s'être attaqué à la question de la transition du socialisme d'État au capitalisme à partir d'une analyse à la fois historique et comparative, qu'il a développée dans un ouvrage écrit avec ses étudiants Gil Eyal et Eleanor Townsley, *Making Capitalism without Capitalists* [Faire le capitalisme sans les capitalistes] (1998). Ses recherches portent autant sur les élites que sur les populations les plus exclues de la Hongrie post-communiste. Professeur très apprécié par ses élèves disséminés aux quatre coins du globe, Szelényi est notamment réputé pour ses conférences sur l'histoire de la théorie sociale. Peu sont aussi bien placés que lui pour évaluer le sort de la sociologie américaine – vue de l'intérieur et de l'extérieur.



Illustration : Arbu.

(et brillants). Les cours d'introduction à la sociologie, qui se limitaient dans le passé à de fastidieuses listes de concepts impénétrables et empiriquement invérifiables, étaient devenus un terrain privilégié de mobilisation politique et de contestation intellectuelle.

Mais aujourd'hui cette ancienne prédiction de Gouldner frappe par sa clairvoyance : les sciences sociales ont connu des changements fondamentaux. L'économie néoclassique, la théorie du choix rationnel et les plans de recherche expérimentaux semblent s'être imposés, tandis que les sociologues continuent à chercher des réponses. Les théories radicales ont perdu de leur attrait auprès d'étudiants devenus plus conservateurs et surtout inquiets pour leurs carrières et leurs fonds de pension. Les départements de sociologie peinent à attirer suffisamment d'étudiants se spécialisant en sociologie pour justifier la taille de leur faculté, et proposent souvent des cours « attrayants » (et généralement peu exigeants) dans le seul but d'augmenter les effectifs.<sup>1</sup>

Notre discipline semble faire face à une triple crise. Premièrement, la sociologie a perdu son attrait politique (et sa mission radicale). Deuxièmement, elle n'a pas encore trouvé de réponse appropriée au défi méthodologique posé par la science économique ou par le choix rationnel en science politique. Et troisièmement, la sociologie

semble incapable de déterminer si elle possède un socle théorique commun (les « ouvrages de référence » que tout sociologue devrait connaître), et si un tel socle est même souhaitable.

### > Une crise politique

Il y a 40 ans, la sociologie était la discipline qui attirait les jeunes professeurs et les étudiants à tendance radicale. C'était la « chose à faire » si l'on s'intéressait aux réformes radicales, voire à la révolution. À la fin des années 60 et au début des années 70, les professeurs de sociologie (en particulier les plus âgés) étaient plutôt conservateurs, tandis que leurs étudiants étaient des radicaux de gauche.

Aujourd'hui, la situation s'est inversée : on trouve encore des professeurs radicaux, mais nos étudiants sont plutôt de « jeunes républicains ». Or si l'on est républicain, pourquoi donc se spécialiser en sociologie plutôt qu'en économie ou dans une science politique basée sur la théorie du choix rationnel ? Tout à coup, notre problème n'est plus de trouver une place assise dans des amphithéâtres bondés mais d'arriver à les remplir.

C'est ce que j'appelle notre « crise politique » à double sens : d'une part, nous n'arrivons plus à attirer suffisam-

>>

ment d'étudiants, et d'autre part la sociologie est de moins en moins susceptible d'offrir des scénarios de réforme sociale radicale.

### > Une crise méthodologique

Mais la crise de la sociologie reflète également une « révolution méthodologique ». À l'instar d'Auguste Comte, qui insistait pour que la « science de la société » adopte la même rigueur que les « scientifiques » qui étudient la nature, les spécialistes des sciences sociales ont longtemps cherché à justifier l'usage du terme de « science » dans l'intitulé de leur discipline en établissant des « relations causales » entre des « variables ».

Ceux qui étudient les phénomènes sociaux (et économiques) peuvent-ils établir des relations crédibles de causalité ? Max Weber, soupçonnant le contraire, opta pour des « sciences sociales interprétatives ». Tandis que la sociologie a donné d'excellents résultats avec les enquêtes sur la base d'échantillonnages aléatoires – en prédisant par exemple l'issue d'élections à partir d'échantillons de quelques centaines de personnes représentatifs de populations de centaines de millions d'individus – cette réussite ne nous a nullement permis de tester des hypothèses sur la causalité.

Pour tester des hypothèses sur la causalité, il faut pouvoir assigner une partie de la population à un « groupe expérimental » qui sera exposé à un stimulus (« traitement ») donné, en laissant le reste de la population dans un « groupe de contrôle » à l'écart de ce stimulus.

Contrairement aux expérimentations, la recherche sur la base d'enquêtes souffre invariablement du « problème de la sélection », puisqu'elle ne permet pas d'affirmer avec une quelconque rigueur scientifique si les résultats obtenus dans une population A sont différents de ceux obtenus dans la population B parce que A était déjà différent, ou parce que A a reçu un « traitement » différent. Par exemple : nous savons que les personnes mariées vivent plus longtemps. Mais comment peut-on établir si elles vivent plus longtemps parce qu'elles sont mariées ou si les personnes qui ont une meilleure santé sont plus susceptibles de se marier (et auraient de toute façon vécu plus longtemps) ? S'il était possible d'assigner des personnes de 14 ans à un groupe expérimental de personnes qui se marieront, et d'autres à un groupe de contrôle de personnes qui ne se marieront jamais, et de réévaluer leur état de santé des années plus tard, on serait en mesure de proposer une réponse scientifique rigoureuse à la question de la causalité – mais une telle assignation aléatoire est bien évidemment impossible.

Les chercheurs en sciences sociales ont cherché à sortir de cette impasse. Certains ont tenté d'identifier des « mécanismes de causalité » en rédigeant un « compte rendu » suggérant que x peut entraîner y (par exemple, que les per-

sonnes mariées consomment moins d'alcool et font des repas plus réguliers, ce qui expliquerait qu'elles vivent plus longtemps). L'entreprise est louable – je m'y suis moi-même essayé à plusieurs reprises dans mes recherches – mais reste peu convaincante pour un « scientifique normal ». Les chercheurs qui travaillent à partir d'enquêtes ont essayé d'autres techniques, mais ni les études de panel ni les récits de vie ne résolvent le problème fondamental ; les études de panel finissent invariablement par perdre la trace de la population étudiée, et les études à partir de récits de vie pâtissent de la mémoire sélective des sujets interrogés.

Certains économistes et politologues ont adopté les expériences de laboratoire. Celles-ci, réalisées dans des environnements entièrement contrôlés, offrent une excellente solution en matière d'assignation aléatoire, mais elles présentent l'inconvénient de se faire aux dépens de la validité externe, c'est-à-dire sans pouvoir déterminer si les résultats sont valables en dehors de la situation expérimentale. Les expériences de laboratoire ne répondent jamais aux attentes en matière de sélection aléatoire : on ne peut guère généraliser les résultats des expériences de laboratoire, où les sujets sont généralement des étudiants de classe moyenne. (Une autre « solution » réside dans ce qu'on appelle « l'expérience de terrain », où la sélection aléatoire peut être appliquée, mais ce type d'expérimentation passe rarement par l'assignation aléatoire.)

Cependant, la science économique et la science politique offrent une solution cohérente sur le plan logique (quoique, comme je l'explique plus loin, problématique sur le plan empirique) au problème de la causalité. La sociologie est pour sa part sur la défensive. C'est la raison pour laquelle elle traverse une crise méthodologique.

### > Une crise théorique

Au plan théorique, la sociologie ne va guère mieux, et l'on peut affirmer qu'elle connaît depuis les années 80 un net déclin. Je n'éprouve certes pas de nostalgie pour le type d'orthodoxie théorique unifiée de Merton et Parsons. Le structuro-fonctionnalisme a été remplacé par ce que je considère comme une forme de dialogue théorique salutaire, essentiellement dominé par la confrontation entre Marx et Weber mais qui laisse la place à d'autres approches, y compris l'interactionnisme symbolique et l'ethnométhodologie.

Force est de reconnaître que même pendant la période dorée des années 60 et 70, les enseignants de sociologie n'arrivaient souvent pas à s'accorder sur les auteurs à inclure dans les cours obligatoires de théorie sociologique. Aujourd'hui, ils s'accordent encore moins – notamment parce que la sociologie, dans un effort désespéré pour retenir des étudiants, tente d'introduire des études interdisciplinaires comme les *women studies*, *African-American studies*, *Asian-American studies*, *Chicano studies*, *cultural studies*, etc. Ce sont là des champs d'enseignement et de recherche légi-

times, mais les inclure dans les cursus de sociologie conduit à brouiller les frontières entre les disciplines.

La comparaison avec l'économie et la science politique est à cet égard instructive. Les économistes semblent généralement s'accorder sur les bases théoriques de leur discipline. Pratiquement tous les économistes que je connais s'entendent sur les raisons pour lesquelles les étudiants suivent des cours sur les principes de la micro-économie et de la macroéconomie avant de passer à des enseignements plus avancés. Le contenu de ces cours ne fait pas vraiment débat ; les programmes sont si bien établis que tout économiste titulaire d'un doctorat est à même d'enseigner n'importe lequel de ces cours – encore qu'il faille relever un étonnant désintérêt pour les théoriciens « classiques », ce qui signifie que les étudiants sont rarement confrontés aux controverses traditionnelles. Mais ces controverses théoriques classiques pourraient bien revenir hanter la discipline – comme l'ont fait Keynes et Marx lors de la crise financière mondiale de 2008-09.

À l'inverse, cependant, la plupart des départements de sociologie soit ne parviennent pas à s'accorder sur ce que devrait être un cours d'introduction (en offrant à la place une série de cours facultatifs introduisant des théories et des épistémologies extrêmement disparates), soit proposent un cours d'introduction qui s'apparente plus à un pot-pourri, mêlant des sujets « populaires » avec un répertoire fastidieux de « notions de base ». Les enseignants en économie font-ils ce qu'il faut, ou est-ce la sociologie qui résout le problème de l'introduction à la discipline de manière plus raisonnable ? Je reviendrai sur cette question dans la dernière partie de cet article, mais il est clair que par contraste avec l'économie, où les cours d'introduction à la discipline font l'objet d'un consensus, la sociologie apparaît au bord du chaos.

Il est plus troublant encore de constater que parallèlement à ce manque de consensus sur les « classiques » de notre discipline, nous sommes de moins en moins convaincus des questions que notre discipline devrait poser. Par le passé, les sociologues étaient globalement d'accord sur les problèmes qui – pour ainsi dire – leur « appartenaient » : les inégalités (de pouvoir, de revenu, des chances, en fonction de la classe sociale, de la race et du genre), la réussite scolaire et professionnelle, la mobilité sociale. Aujourd'hui, cependant, non seulement nous avons du mal à identifier nos axes de recherche mais – ce qui est fort embarrassant – les économistes et les politologues s'approprient ce qui faisait partie de notre pré carré. N'est-il pas regrettable que les plus importants ouvrages récents sur les inégalités sociales aient été signés par des économistes comme Thomas Piketty et Joseph Stiglitz ? Avons-nous été distancés ?

### > Comment sortir de cette crise ?

Je voudrais conclure ce message plutôt pessimiste en réexaminant les vertus et les atouts de l'approche sociolo-

gique de la réalité sociale, et en mettant en garde mes collègues contre la tentation d'imiter les nouvelles tendances de l'économie et de la science politique.

L'atout de l'approche sociologique était la réflexivité. Historiquement, la sociologie – depuis Karl Marx (« à toute époque, les idées de la classe dominante sont les idées dominantes ») et Karl Mannheim (« les opinions, assertions, propositions et systèmes d'idées sont interprétés à la lumière des conditions d'existence de celui qui les exprime ») jusqu'à Alvin Gouldner (*The Future of Intellectuals and the Rise of the New Class* [L'avenir des intellectuels et l'essor de la nouvelle classe]) – demande qui est celui qui s'exprime et quel est le rôle (politique) du sociologue. Tant que les sociologues rechercheront la « voix des sans voix », ils trouveront des soutiens.

Il est vrai que les étudiants sont devenus plus conservateurs, mais après 2008-2009 le mécontentement a augmenté face aux inégalités générées par le capitalisme mondial. À un moment où la sociologie retrouve les préoccupations de la majorité – les inégalités de classe, raciales et de genre, le pouvoir, la pauvreté, l'oppression, l'exploitation, les préjugés – le bon vieux temps où des étudiants devaient s'asseoir sur les marches d'amphithéâtres bondés plutôt que d'y laisser des chaises vides pourrait bien revenir. L'appel de Michael Burawoy en faveur d'une « sociologie publique » est un premier pas dans ce sens – et, de toute évidence, le département de sociologie de Berkeley se porte bien, avec des salles de cours pleines et des étudiants de haut niveau. Si la sociologie conserve sa mission politique, elle pourrait se réapproprier la recherche sur les grandes problématiques sociales dont s'étaient saisi les économistes, ainsi que la vision critique qui caractérisait la sociologie classique de Marx et Weber.

Baucoup de nos collègues tentent de résoudre la crise méthodologique de notre discipline en faisant de la sociologie une « science normale » semblable aux sciences économiques ou à la science politique basée sur la théorie du choix rationnel, en modélisant le comportement (sur la base des expériences de laboratoire) plutôt que d'essayer de livrer une description la plus précise possible de la réalité. Mais comme je l'ai souligné auparavant, tandis que les expériences de laboratoire nous permettent de tester des hypothèses causales, leur irrémédiable problème en matière de validité externe pourrait bien expliquer pourquoi tant de « prévisions scientifiques » de la science économique néoclassique se sont en fait révélées erronées.

À l'occasion d'un séminaire à la New York University d'Abou Dhabi, mon collègue et ami Gilles Saint-Paul, de l'École d'Économie de Paris, a posé cette question : L'économie est-elle une science ? Sa réponse était nette et précise : comment pourrait-elle l'être alors qu'elle utilise des données déficientes et des modèles dont la fausseté éventuelle n'est pas susceptible d'être démontrée ? Il

>>

pense plutôt que l'économie est une « activité culturelle » qui établit les termes du débat plutôt que de proposer des prévisions qui ne peuvent être démontrées.

Je dois reconnaître que je trouve la question du « pourquoi » plus satisfaisante que celle du « comment », et j'ai du mal à accepter comme de la recherche sociale de qualité tout ce qui n'est pas susceptible d'être démontré. Mais comme Weber, qui appelait l'objectivité « objectivité », je décris souvent les sciences sociales comme des « sciences ». Aucune des sciences sociales n'est une « science » si l'on entend par « science » un ensemble de propositions où les relations causales peuvent être testées. L'action sociale est « volontariste » au sens de Hobbes ou de Parsons, partant du principe d'un « agent » susceptible de faire des choix (quoique dans des circonstances données). Ainsi que Marx l'avait si judicieusement observé, « les hommes font leur propre histoire mais [...] dans des conditions [...] héritées du passé ». Les gens font des choix, et ces choix sont dans un rapport stochastique et non déterministe avec leur existence. Weber avait raison : nous pouvons interpréter ce que les gens font, mais ne pouvons en aucun cas dire lesquelles de leurs actions sont « rationnelles » ni prédire ce que rationnellement ils peuvent ou vont faire.

À cet égard, la sociologie interprétative est en avance sur la théorie de la science économique (ou politique) du choix rationnel, et les sociologues ont tort d'essayer d'imiter leurs collègues plus « scientifiques » d'économie et de science politique.

La sociologie a un atout supplémentaire par rapport aux autres « sciences sociales » : les sociologues font généralement usage d'une réflexivité critique à l'égard des données. C'est souvent d'autant plus vrai des chercheurs qui utilisent des méthodes qualitatives que de ceux qui utilisent des méthodes quantitatives. Les ethnographes disciples de Howard Becker le savaient mieux que quiconque : il faut se plonger dans une situation sociale avant de pouvoir savoir quelles sont les bonnes questions. Des ethnographes rigoureux – et bien sûr certains spécialistes

des enquêtes d'opinion – témoignent du niveau d'attention requis pour qui veut saisir la réalité sociale.

Il vaut mieux pour la sociologie qu'elle accepte son identité comme une « science » plutôt que comme la Science à proprement parler. Certes, il nous faut poser la question du « pourquoi », mais aussi continuer à douter de la pertinence de la réponse que nous apporterons à cette question. À cet égard, l'économie et la science politique gagneraient à apprendre de la sociologie un peu de modestie.

Quelle est donc la conclusion de tout cela ? La sociologie traverse effectivement une triple crise. Elle apporte une réponse erronée au défi « scientifique » posé par la science économique néoclassique et le choix rationnel en science politique. Soit elle les imite, soit elle s'engage dans des domaines interdisciplinaires « à la mode » ou « populaires », au seul motif de retrouver un auditoire perdu.

Au lieu de cela, je propose de retourner à la tradition classique de Marx et Weber, à une époque où la sociologie était aux prises avec les *grands* problèmes. L'économie néoclassique et le choix rationnel en science politique peuvent prétendre être de la science, mais il serait aussi absurde pour la sociologie d'essayer de devenir une autre « science normale » que d'abandonner la rigueur pour adopter un discours politiquement correct. Au lieu de cela, pourquoi ne pas revenir à la tradition classique, lorsque la sociologie posait les grandes questions et, à sa manière réflexive et interprétative, lançait un sérieux défi aux sciences économiques (et aux sciences politiques alors naissantes) ? Pourquoi pas une sociologie néoclassique, critique, et de gauche ? ■

Toute correspondance est à adresser à Iván Szelenyi <[ivan.szelenyi@nyu.edu](mailto:ivan.szelenyi@nyu.edu)>

<sup>1</sup> Tous les analystes s'accordent sur le fait que les inscriptions et les spécialisations en sociologie ont connu un bond entre 1965 et 1975, puis un net déclin dans les années 80 (Cf. David Fabianic, "Declining Enrollments of Sociology Majors," *The American Sociologist*, Spring 1991 ; Bronwen Lichtenstein, « La sociologie américaine est-elle en déclin ? », *Dialogue Global* 3.2, et [http://www.asanet.org/research/stats/degrees/degrees\\_level.cfm](http://www.asanet.org/research/stats/degrees/degrees_level.cfm)). Tandis que le nombre de licenciés en sciences et en lettres a augmenté de façon régulière depuis son niveau le plus bas des années 80, le nombre d'inscrits et de licenciés en sociologie reste en dessous de son plus haut niveau atteint au milieu des années 70.

# > La sociologie globale remise en question

**Gurminder K. Bhabra**, Université de Warwick (Royaume-Uni), et membre du conseil d'administration du Comité de Recherche de l'ISA sur l'Analyse conceptuelle et terminologique (RC35)



| Gurminder Bhabra.

**L**e concept de « sociologie globale » a été proposé comme moyen de mettre fin à l'oubli dans lequel avaient été laissés ceux qu'on représentait comme « l'autre » dans les constructions européo-centristes dominantes de la modernité élaborées par la sociologie, et comme moyen d'ouvrir la voie à une sociologie régénérée adaptée à notre nouvelle ère globale. Cette voie comporte trois éléments principaux : (1) la transition vers le paradigme des modernités multiples ; (2) un appel en faveur d'une sociologie globale multiculturelle ; et (3) une plaidoirie en faveur d'une approche cosmopolitique globale. Ces approches prennent certes ostensiblement en considération « le reste du monde », mais je pense qu'elles le font de façon inappropriée.

Je prône pour ma part une approche fondée sur des « sociologies connectées » élaborée à partir des critiques postcoloniales et décoloniales de l'eurocentrisme comme un moyen plus approprié d'appréhender un présent partagé à l'ère globale. L'enjeu principal des « sociologies connectées » est de repenser la sociologie en mettant les histoires de dépossession, de colonialisme, d'asservissement et d'appropriation au centre de la sociologie historique et de la sociologie en général. Ce n'est qu'en reconnaissant l'importance de la *globalité coloniale* dans la constitution de la sociologie que nous pouvons à mon sens comprendre et traiter le présent postcolonial et décolonial et ouvrir la voie à une « sociologie globale » véritablement critique.

La sociologie et la modernité sont traditionnellement représentées comme s'étant constituées conjointement, l'émergence du monde moderne – et des révolutions économique et politique qui lui sont associées – exigeant une forme nouvelle et « moderne » d'explication. Parallèlement à cette conception, qui attribue la modernité à l'Europe, il y a l'idée que le reste du monde était étranger à ces processus historiques. Les rapports avec les colonies et le phénomène colonial lui-même seraient sans importance pour la modernité là où celle-ci est censée être née ; de même en serait-il de la suppression ou de la déformation de la modernité dans le reste du monde. Tandis que les récits historiques de ces révolutions – et par là, de la modernité elle-même – ont varié au fil du

>>

**Gurminder K. Bhabra** joue un rôle majeur dans le développement de la sociologie postcoloniale. Elle s'attaque à l'esprit de clocher de notre discipline en montrant comment l'expérience et les contributions des colonisés ont été effacées de l'histoire. Elle développe dans son dernier livre, *Connected Sociologies* (2014, non traduit) les arguments présentés dans cet article – une critique des conceptions européo-centristes de la mondialisation qui ignorent l'importance primordiale des « autres » (les non-Européens) dans l'élaboration du monde tel que nous le connaissons aujourd'hui. Elle a écrit sur la marginalisation de la sociologie afro-américaine au sein de la sociologie nord-américaine, et sur la façon dont les notions contemporaines de citoyenneté passent sous silence une part cachée de son histoire, à savoir les liens étroits que celle-ci entretient avec le colonialisme et l'esclavage. Gurminder est également la rédactrice en chef d'une nouvelle collection très intéressante, *Theory for a Global Age*.

temps, le cadre historiographique dans lequel ces faits sont situés – celui d’origines endogènes autonomes et d’une diffusion ultérieure à l’échelle globale – n’a pas changé, et ce, même parmi ceux qui prônent une nouvelle « sociologie globale ».

### > Des modernités multiples

La notion de « modernités multiples », par exemple, est venue remplacer à la fin des années 90 la théorie de la modernisation comme nouveau paradigme de recherche de la sociologie historique. La théorie de la modernisation avait déjà fait l’objet de vives critiques de la part de marxistes et de théoriciens de la dépendance et du sous-développement. Pour les défenseurs des modernités multiples, il s’agissait de s’attaquer à deux idées fausses : d’abord, l’idée qu’il n’existe qu’une seule modernité – celle de l’Occident, vers laquelle les « autres » convergeraient ; et enfin l’idée qu’un regard de l’Occident sur l’Orient constitue nécessairement une forme d’eurocentrisme. Bien que pour eux, il serait eurocentriste d’affirmer qu’il y a une seule modernité – en particulier une modernité déjà atteinte en Europe – les théories des modernités multiples prennent néanmoins l’Europe comme point de référence pour étudier des modernités alternatives. Par là-même, elles défendent *de facto* l’approche dominante en suggérant que les origines européennes de la modernité constituent un « fait » indéniable. Je pense au contraire que c’est précisément ce « fait » qui doit être contesté, une fois que les interconnexions à l’échelle globale seront admises et comprises de façon appropriée.

### > Une science sociale autochtone

Plus récemment, une « sociologie multiculturelle globale », inspirée d’engagements antérieurs en faveur de « l’indigénisation » des sciences sociales, a été préconisée pour favoriser le développement de traditions sociologiques autonomes ou alternatives. Ces arguments déjà anciens en faveur d’une « sociologie globale » n’ont pas toujours influencé les débats sociologiques dominants en Occident, mais ont néanmoins suscité de vives discussions, notamment ici dans *Dialogue Global* et parmi ses précurseurs. L’un des éléments essentiels du débat a porté sur l’appel en faveur du développement – ou du rétablissement – de traditions sociologiques autonomes qui reposeraient sur les expériences et pratiques locales et régionales. Mais comme dans le cas des modernités multiples, peu de débats ont été consacrés à ce que ces traditions autonomes pourraient apporter à la sociologie *globale*. Si l’on estime que les limitations des approches existantes sont dues à un manque de collaboration avec les chercheurs et les intellectuels non occidentaux, alors le problème principal est présenté comme un problème de marginalisation et d’exclusion. La solution se trouverait dans l’appel à une éventuelle égalité, qui passerait par la

reconnaissance de la différence et par une tentative pour mettre fin à « l’absence de penseurs non européens » dans notre discipline. Bien qu’il s’agisse incontestablement d’une question importante, et que cette solution puisse en effet permettre de créer à l’avenir une sociologie (plus) multiculturelle, cette approche ne résout guère la question problématique de la construction de notre discipline dans le passé, ou celle de la perpétuation dans le présent des ramifications découlant de cette construction.

### > Une sociologie cosmopolitique

Je voudrais à présent brièvement aborder la troisième approche identifiée précédemment, à savoir la revendication d’un nouvel universalisme centré sur une sociologie globale cosmopolitique. Le cosmopolitisme est dans ce cas présenté comme un impératif normatif, suivant lequel la conception d’un avenir cosmopolitique serait à même d’influencer l’action politique d’aujourd’hui. Cela, à son tour, est complété par des efforts pour reconstruire la sociologie au moyen d’un paradigme cosmopolitique fondé sur une « inclusion » globale potentielle. La question de l’inclusion reste cependant du domaine du potentiel dans la mesure où la plupart des théoriciens du cosmopolitisme considèrent qu’elle reste liée à l’inclusion des « autres » selon « nos » conditions. L’universalisme est jugé nécessaire pour éviter le relativisme des savoirs locaux – y compris celui de la sociologie occidentale – mais aucun débat n’est consacré à la façon dont le cosmopolitisme pourrait être mis à profit pour prendre en considération les connexions cosmopolitiques absentes des histoires sociologiques traditionnelles. Reconnaître ces histoires nous permettrait de repenser les concepts et les catégories de notre discipline en commençant par prendre en considération « l’autre » plutôt que de le considérer comme un problème qu’il faut régler.

Toutes les approches évoquées plus haut conceptualisent la globalité au travers d’une approche supplémentaire, qui consacre une pluralité contemporaine de cultures et de voix sans traiter des origines (et des parcours) historiques qui ont conduit à la configuration actuelle de notre planète. Selon les trois approches, la globalité serait le fruit de connexions contemporaines entre des contextes civilisationnels présentés comme historiquement séparés dans le passé – au lieu de reconnaître que les histoires du colonialisme et de l’asservissement sont primordiales pour expliquer le développement de la globalité. Si l’on considère « la globalité » uniquement comme un phénomène récent, la reconstruction sociologique que ces approches suscitent doit servir à de futures tentatives, ce qui suppose une adéquation des interprétations passées et des approches conceptuelles. Ceci, à mon avis, contribue à maintenir les hiérarchies existant au sein de la discipline. Appeler les voix de la périphérie à engager le débat avec le centre permet de penser que la sociologie pourrait être à l’avenir différente mais ne tient pas compte du fait que pour que cela arrive, la sociologie aurait également besoin d’avoir un rapport différent avec

>>

son propre passé (et avec les passés qu'elle estime importants pour notre compréhension de la discipline).

### > Des sociologies connectées

L'approche fondée sur les « sociologies connectées », avec laquelle je voudrais conclure, nécessite d'abord de prendre conscience que les faits sont le résultat de processus qui sont toujours plus vastes que les sélections qui sont faites. Cette approche reconnaît une pluralité d'interprétations et de sélections possibles, non pas comme une « description » de faits et de processus mais comme une occasion de reconsidérer ce que nous pensions savoir auparavant. Les différentes sociologies qui nécessitent d'être connectées les unes aux autres sont elles-mêmes situées dans le temps et dans l'espace, y compris dans le temps et l'espace du colonialisme, des empires et du postcolonialisme. Ces nouvelles sociologies apparaîtront souvent comme discordantes et problématiques et il se peut qu'elles suscitent pour cela des résistances – des résistances facilitées par la stratification géospatiale du milieu universitaire. Ces différentes approches, cependant, doivent conduire à étudier les faits et les processus de manière à ce qu'ils soient compris différemment à la lumière de cet engagement. Autrement dit, nouer le dialogue avec des voix différentes doit nous permettre de dépasser le simple pluralisme pour nous démarquer par rapport aux modes de pensées antérieurs ; non pas pour tous penser à l'identique, mais pour penser différemment par rapport au mode de pensée que nous avons avant d'engager ce dialogue.

À titre d'exemple, la conception de la communauté politique comme un ordre politique national a été au cœur de la compréhension qu'ont eu les Européens d'eux-mêmes et de la sociologie historique européenne. Pourtant, de nombreux États européens ont été autant des États impériaux que des États-nations – souvent avant ou au moment de devenir des États-nations – et donc la communauté politique de l'État a toujours été plus étendue et plus stratifiée qu'on ne le reconnaît habituellement. Si la communauté politique de l'Empire britannique, par exemple, a historiquement été une communauté multiculturelle, cet aspect est pourtant rarement pris en compte dans le discours politique contemporain – qui dessine les frontières de la communauté politique en conformité avec les frontières territoriales de l'État, comprises comme celles de l'État-nation. En passant sous silence le passé colonial, c'est le présent postcolonial de l'Europe (et plus généralement de l'Occident) qui est tronqué. Les répercussions politiques de ces lectures sélectives apparaissent clairement dans les débats sur l'immigration qui enveniment la plupart des élections nationales en Europe.

Les élections marquent un temps pendant lequel les conditions du contrat politique qui lie les citoyens sont soumises à négociation. S'il est vrai que ce contrat concerne toujours la négociation des conditions actuelles, il s'inscrit cependant dans un contexte particulier de récits historiques d'appartenance : par définition, les « migrants » sont exclus de l'histoire des États, comprise comme celles des États-nations. Ces migrants, exclus de l'histoire de la communauté politique, se voient également refuser des droits au sein de la collectivité, et on leur demande de plus en plus souvent de rester en dehors de cette collectivité. Si, en revanche, l'on appréhende les histoires des États-nations comme étant plus vastes que celles des activités d'habitants supposément « autochtones », il apparaît alors clairement que la réduction arbitraire de l'histoire aux frontières des nations actuelles conduit à identifier à tort les personnes associées à des histoires plus vastes comme des migrants, au lieu de les considérer de manière plus appropriée comme des citoyens. Les migrations font partie intégrante de l'histoire de l'identité nationale et européenne ; comprendre que les migrations sont un phénomène central et constitutif des histoires des nations, c'est comprendre que les migrants sont aussi historiquement des citoyens, et pas seulement d'éventuels futurs citoyens.

Une approche fondée sur des « sociologies connectées » requiert par conséquent de partir du point de vue du monde en nous situant dans les processus qui ont rendu possible l'émergence de ce monde. En partant d'un lieu donné dans le monde, nous partons nécessairement d'une histoire qui relie ce lieu au monde, et identifions et clarifions ces connexions qui permettent toujours une compréhension plus vaste que les identités ou les faits qu'on cherche à expliquer. Les conceptions plus courantes de la sociologie globale exposées précédemment éludent la question de l'histoire de la globalité en n'accordant de l'importance qu'aux connexions censées avoir apporté la modernité européenne à d'autres sociétés. À l'inverse, une approche fondée sur des « sociologies connectées » exige de situer l'Europe à l'intérieur de processus plus étendus, de traiter de la façon dont l'Europe a créé puis bénéficié des héritages du colonialisme et de l'asservissement, et d'étudier ce que l'Europe doit apprendre de ceux qu'elle a dépossédé afin de mieux faire face aux problèmes auxquels nous sommes actuellement confrontés.

L'approche fondée sur des « sociologies connectées » souligne le travail à faire pour tenir notre promesse de réinventer une sociologie revigorée qui soit au service de la justice sociale dans un monde globalisé. ■

Toute correspondance est à adresser à Gurminder K. Bhambra  
<[G.K.Bhambra@warwick.ac.uk](mailto:G.K.Bhambra@warwick.ac.uk)>

# > Les aveniris que nous voulons

**Markus S. Schulz**, Université de l'Illinois à Urbana-Champaign (États-Unis) et Vice-Président de l'ISA pour la Recherche, 2014-2018



Après avoir passé la nuit à gravir les pentes escarpées du Mont Fuji, des pèlerins, randonneurs et touristes venus du monde entier assistent depuis le sommet au lever du soleil. Cette photo, prise par Markus Schulz après le Congrès mondial de Sociologie de l'ISA qui s'est tenu à Yokohama sur le thème « Faire face à un monde d'inégalités », donne un aperçu du prochain Forum de l'ISA, qui prolongera la réflexion engagée mais en mettant l'accent sur les possibilités de dépasser ce monde inégalitaire, sur les multiples luttes menées dans divers contextes par différents acteurs sociaux motivés par des aspirations, et sur la façon dont la sociologie globale peut contribuer à ce projet.

En tant que Vice-Président pour la Recherche, **Markus Schulz** a défini « Les aveniris que nous voulons – La sociologie mondiale et les luttes pour un monde meilleur » comme le thème du III<sup>e</sup> Forum de l'ISA qui se tiendra à Vienne du 10 au 14 juillet 2016. Il revient dans cet article sur ce qui a inspiré ce thème. De plus amples informations sont disponibles sur le site du Forum :

<http://www.isa-sociology.org/forum-2016/>

**D**ans un monde globalisé marqué par les injustices persistantes, les conflits endémiques et la destruction de l'environnement, persiste pourtant l'espoir d'un monde meilleur. Ces rêves sont alimentés par les luttes courageuses qui se développent des jungles du Chiapas jusqu'aux townships de Johannesburg, dans les rues des capitales arabes jusqu'aux ghettos de Chicago, dans les parcours des migrants jusque dans les espaces virtuels des nouveaux médias. Loin d'être épuisées, ces énergies utopistes peuvent même inspirer des innovations dans la recherche. Face à des risques et des opportunités sans précédent, de nouveaux modes de pensée s'imposent.

La mondialisation est à l'origine d'énormes gains de productivité et a donné naissance à d'immenses richesses ; mais elle a aussi exacerbé les inégalités, la marginalisation et la pauvreté. Les marchés, les États, les sociétés et les relations entre ces différentes sphères sont l'objet d'une profonde restructuration, sous l'effet d'une mondialisa-

tion qui met en relation plus intensément que jamais tous les échelons sociaux. Aucune nation, aucune ville, aucun quartier ni aucun milieu n'est épargné. Les répercussions et les expériences apparaissent très contrastées et souvent contradictoires. Jamais auparavant il n'y a eu autant de mouvements de migrants, et cette tendance risque de s'accroître sous l'effet des changements environnementaux qui se profilent. Les nouveaux espaces transnationaux ont favorisé la diversité culturelle, tandis que la mobilité devient un facteur de plus en plus important d'inégalité. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont contribué à accélérer ce processus de mondialisation. Mais elles unissent autant qu'elles divisent, et facilitent autant qu'elles empêchent le libre échange. De nouvelles formes de contrôle, de surveillance et de guerre font leur apparition.

Les modèles déterministes et la logique militariste se sont avérés à trop courte vue, trop coûteux, et au bout du compte plus néfastes que bénéfiques pour la paix et

>>

la sécurité. Des solutions durables exigent d'analyser les problèmes sous-jacents de façon plus approfondie et plus ouverte sur le plan méthodologique. Les différentes issues des nouvelles dynamiques transnationales ne sont pas le résultat de forces inéluctables mais sont socialement déterminées par l'action humaine, institutionnellement conditionnée bien que réflexive, et par là même le résultat de décisions et de choix, qu'ils soient intentionnels ou non.

L'avenir semble étonnamment absent de nombre des sociologies nationales d'aujourd'hui. Comment expliquer cela ? Parmi les diverses raisons locales, une opinion semble particulièrement répandue, qui consiste à ne pas vouloir traiter de l'avenir au motif que, ne pouvant pas connaître l'avenir et ne devant pas parler de ce que nous ne connaissons pas, nous ferions mieux de ne pas en parler.

Cette position entre en contradiction avec le fait même que nous menons tous nos vies au quotidien sur la base d'innombrables hypothèses concernant l'avenir – sur le court terme et le long terme, à petite et à grande échelle. Qu'on estime quelque chose possible ou impossible, probable ou improbable, souhaitable ou non, n'est pas sans conséquences. L'anticipation, l'aspiration, la prévision, l'espérance, l'imagination, la projection et la vision d'avenir sont des aspects inhérents à une action humaine tournée vers l'avenir.

À partir du moment où l'on accepte que la sociologie doive être davantage axée sur l'avenir, plusieurs questions complexes se posent. Comment conceptualiser l'avenir ? Quels sont les meilleurs moyens de le faire, et comment évaluer les différents modes d'engagement possibles ? Trouver des réponses à ces questions est une tâche à laquelle peuvent contribuer diverses approches théoriques.

Autrefois, on tenait souvent l'avenir pour quelque chose de prédestiné, prédéterminé, ou du moins qui avançait dans une direction donnée et qui était donc, si l'on adoptait la démarche appropriée, prévisible. À l'époque où est née la sociologie, les croyances religieuses en un *telos* à venir semblaient céder la place à une recherche positiviste de lois sociales que les sociologues – de Comte à Durkheim – jugeaient utiles pour administrer la société. Marx partait du même type d'hypothèses lorsqu'il déclarait que les lois de l'histoire annonçaient une inévitable victoire du prolétariat opprimé sur la bourgeoisie, tout en reconnaissant dans ses écrits plus historiques et empiriques qu'il n'existe pas de formules automatiques et qu'au niveau de l'action, la part de la contingence reste importante. Des spécialistes originaires des pays du Sud global ou qui y sont impliqués (tels que Amin, Cardoso, Dussel, Guha, Quijano, Nederveen Pieterse, Saïd, Santos, Spivak), ont remis en question les modèles omniprésents de modernisation suivant lesquels ce qu'on appelait le tiers-monde accusait un

retard dans ce développement et ne pouvait surmonter ce prétendu retard qu'en suivant la voie du Nord global.

Dissocier l'expérience sociale des attentes libère l'innovation théorique en même temps que les spectres d'une incertitude radicale. Ce qui est, aurait pu être autrement. La réalité existante aurait pu prendre une orientation différente sous l'effet d'une action humaine indéterminée, d'une manière plus ou moins réflexive et plus ou moins conflictuelle ou coopérative. Cette conscience de l'indétermination figure comme un thème de plus en plus récurrent dans la théorie sociale contemporaine, qui inclue explicitement l'intervention humaine et la multiplicité des trajectoires historiques. Elle s'exprime aujourd'hui à travers l'importance accordée à l'autopoïèse, la créativité, l'imagination et la capacité d'anticiper.

Une sociologie réorientée vers l'avenir peut ainsi bénéficier de toute une série d'approches empiriques, analytiques et normatives en explorant les tout petits univers des micro-interactions aussi bien que les plus vastes macro-tendances qui affectent la planète entière. En témoignent par exemple les récentes avancées dans le domaine de la théorie de l'action, qui permettent de dépasser les limitations positivistes et l'instrumentalisme étroit. Les théories de l'action collective et des mouvements sociaux peuvent contribuer à identifier les idées alternatives qui émergent de la base et à mieux appréhender la contestation politique. Les approches qui privilégient un diagnostic conjoncturel peuvent aider à dégager les principales tendances. Les théories critiques peuvent contribuer à identifier les jugements de valeur qui sont en jeu, à dévoiler le fonctionnement des intérêts catégoriels, et à identifier les conséquences différentielles pour les différents secteurs de la société.

Face aux problèmes pressants que sont l'augmentation des inégalités sociales, les violations des droits de l'homme, le changement climatique, la dégradation de l'environnement et les échecs structurels de la répartition, de la reconnaissance et de la gouvernance, des recherches orientées vers l'avenir s'imposent, susceptibles d'aller au-delà du cadre étroit des perspectives commerciales et des intérêts des entreprises et de dépasser les frontières en quête d'alternatives durables. La crise économique actuelle semblait avoir jeté le discrédit sur les approches économiques qui prévalaient depuis les années 80 mais il reste à une vision plus globale des sciences sociales à combler le vide. De nouvelles perspectives conceptuelles et de nouveaux outils méthodologiques sont nécessaires pour une recherche sur les futurs possibles, probables, évitables et préférables. Si la sociologie est appelée à compter, il lui faut prendre une orientation davantage tournée vers le futur et accorder une plus grande attention aux multiples avènements envisagés par les différents acteurs sociaux. ■

Toute correspondance est à adresser à Markus S. Schulz  
<[markus.s.schulz@gmail.com](mailto:markus.s.schulz@gmail.com)>

# > Interpréter

## les événements de janvier 2015<sup>1</sup>

**Stéphane Beaud**, École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris (France)



Dans le métro parisien, le 12 janvier 2015.  
Photo de Fabien Truong.

(avec ses ambiguïtés...) la grande marche citoyenne du 11 janvier.

Gérard Mauger suggère un premier chantier de recherche – celui de l'objectivation des prises de position des sociologues sur ces événements. En effet, en France, l'ouverture croissante des médias aux sociologues s'est traduite après les attentats de janvier 2015 par une multiplicité d'articles, dans la presse écrite reconnue, de sociologues aux orientations théoriques différentes qui ont permis de dessiner l'espace des prises de position publiques – indissociablement théoriques et politiques – des sociologues français. L'intérêt de cet afflux de commentaires, écrits à chaud, est d'avoir fait émerger une controverse scientifique qui traverse la sociologie quasiment depuis sa naissance : quel type de causalité privilégier dans l'analyse de pareils événements ? Quelle place accorder aux conduites individuelles et à leurs soubassements sociaux ? Suffit-il de pointer des causes sociales, nécessairement pour une part macrosociologiques et structurelles, à ces événements, pour en épuiser le sens, au risque (diront certains) de dédouaner les agents sociaux impliqués de toute responsabilité morale ? À l'inverse, mettre l'accent unilatéralement sur des logiques strictement individuelles des acteurs, n'est-ce pas démissionner en tant que sociologue ?

**Q**ue peuvent bien dire les sciences sociales sur ces événements du 7/9 janvier 2015 (l'attentat meurtrier contre *Charlie Hebdo* à Paris et la tuerie antisémite de l'hypermarché Cacher de Vincennes) ? Sont-elles suffisamment armées pour les commenter « à chaud » ? Ou vaut-il mieux pour elles se tenir en retrait

et laisser le champ libre aux « intellectuels médiatiques », cette espèce sociale si française particulièrement hostile à l'entreprise scientifique que constitue la sociologie ? La posture du silence nous semble difficile à tenir après ces événements qui ont ébranlé en profondeur la société française tout en la remettant en quelque sorte en mouvement, comme l'a montré

Reprenons ici le fil de la controverse. L'un des premiers sociologues à intervenir dans ce débat a été Hugues Lagrange (chercheur CNRS à Sciences-Po), auteur en 2013 d'un livre sur la délinquance juvénile, *Le déni des cultures*, visant à en finir avec les explications « politiquement correctes » consistant à considérer *l'origine ethnoculturelle* comme une variable en soi, agissante par elle-même, et pas seulement comme produit des discriminations ou comme synthèse de la position socioéconomique ou résidentielle. Dans la mesure où le profil social des frères Kouachi et d'Amedy Coulibaly (enfants de l'immigration postcoloniale, en relatif échec scolaire, ayant grandi en cité et dans des familles précaires ou fragilisées, délinquants passés par la prison, etc.), correspond étroitement à celui de « ses » enquêtés précédents, Lagrange, à l'occasion de ces attentats, enfonce le clou dans un article paru dans *Le Monde* (14 janvier 2015) sous le titre à double visée « Osons voir les tares morales d'une minorité désocialisée ». D'une part, il s'agirait de prendre acte, sans faux-semblants, de l'existence au sein de la jeunesse française d'une minorité ayant grandi dans des quartiers pauvres et ségrégués (la « banlieue », les « cités ») qui a désormais fait sécession d'avec le reste de la société et qui serait entièrement « désocialisée » : sans perspectives d'insertion et d'espoir dans la société d'accueil, enfermée dans une sous-culture intransigeante et hostile au pays d'accueil. Ces jeunes cherchent à reconstruire, à travers la rencontre avec une nouvelle offre religieuse (salafisme et autres types d'islam radical), une « estime de soi blessée ». D'autre part, Lagrange presse ses pairs intellectuels d'en finir avec une cécité volontaire face aux multiples et graves dérives (machisme, sexisme, homophobie, violence, antisémitisme...) qui caractériseraient cette fraction « perdue » de la jeunesse française. Pourquoi un tel aveuglement des intellectuels et sociologues français ? Essentiellement parce qu'« inhibés par une culpabilité

liée au colonialisme, [ils] n'osent pas aborder les tares morales et les in-conduites lorsqu'elles sont le fait des minorités issues des pays colonisés ».

Le lendemain, l'anthropologue Didier Fassin (EHESS et Université de Princeton) répond et relève le gant, réaffirmant sans ambages l'obligation qu'a tout sociologue d'examiner objectivement les « causes sociales ». À savoir la ségrégation sociale et spatiale, le niveau particulièrement élevé des taux de chômage et de précarité dans les *zones urbaines sensibles* (ZUS), le poids de la stigmatisation et des discriminations ethniques (à l'embauche, dans le logement, ou lors des contrôles de police « au faciès ») dont sont victimes les jeunes de ces quartiers. Fassin rappelle aux chercheurs en sciences sociales que leur rôle, central en période d'effervescence historique, consiste à résister à la « manie du jugement », épinglée en son temps par l'historien Marc Bloch, avant de conclure : « Notre société a produit ce qu'elle rejette aujourd'hui comme une monstruosité infâme ».

Laurent Mucchielli, directeur de recherche au CNRS et spécialiste de la délinquance juvénile, propose de réinscrire ces événements dans une histoire longue de la société française (*Mediapart*, janvier 2015). Il pointe plus précisément l'incapacité de cette dernière à assumer son passé, celui d'un pays d'immigration qui, dans les années 1960-80, a recruté en masse de la main-d'œuvre ouvrière dans ses (ex) colonies (Afrique du Nord, Afrique subsaharienne). Deux conséquences majeures en ont découlé : d'une part, l'immigration n'a pas fait l'objet d'une politique d'intégration particulière et, d'autre part, la société française a d'extrêmes difficultés à se reconnaître aujourd'hui comme « une société totalement multiraciale et en partie multiculturelle ». Or si c'était le cas, la religion musulmane pourrait être considérée comme faisant « désormais partie de ces ingrédients de base avec lesquels nous devons nous construire, il faut donc cesser

d'en avoir peur et de la mettre en question en tant que telle, cesser de ne légiférer que contre elle (à l'instar de la loi du 15 mars 2004 sur le port des « signes religieux » – c'est-à-dire du voile – à l'école) ». D'où, *in fine*, un plaidoyer pour l'adoption en France d'une « posture résolument constructive et qui fabrique de la citoyenneté commune, de la cohésion sociale, de l'identité collective ». Pour avoir travaillé sur ces questions dans une perspective proche<sup>2</sup>, j'explique ces faits par la paupérisation économique et sociale, la stigmatisation religieuse et la discrimination ethnique. Explication utile, nécessaire même, mais qui apparaît aujourd'hui loin d'être suffisante.

Il y a alors, nous semble-t-il, deux manières d'avancer sur la question. Il y a d'abord une posture qu'on pourrait appeler « théorisante », bien illustrée par un article (« Malaise dans la sociologie », *Libération*, 30 janvier 2015) de Cyril Lemieux, directeur d'études à l'EHESS et chef de file d'un courant montant de la jeune sociologie française qui s'est lui-même qualifié de « pragmatique ». Il pointe les limites des modèles explicatifs de « certains sociologues » (il faut, semble-t-il, entendre les tenants de la « sociologie critique », d'inspiration plus ou moins bourdieusienne) qui oublieraient ce qui devrait être leur objectif scientifique principal : « prendre au sérieux [la] prétention [de ces jeunes djihadistes] à vouloir devenir des musulmans parfaits ». Lemieux vise par ailleurs les sociologues qui ont voulu minimiser la grandeur et l'impact de la marche citoyenne (3,5 millions de personnes dans les rues) avec comme slogan « je suis Charlie » par une sorte de manipulation politique ou symbolique des pouvoirs institués. Il objecte que si ces concitoyens se sont si fortement mobilisés ce jour-là, c'est parce qu'ils « ressentaient le besoin d'une façon immanente à leur éducation morale et politique » et conclut en réaffirmant sa foi dans les compétences critiques et la réflexivité de ces concitoyens que les « sociologues critiques » s'ingénieraient, eux, à dénier.

Nous privilégierons ici une seconde façon, plus empirique, en partant du constat qu'un certain nombre de faits ne « collent » pas avec les schèmes d'analyse macrosociologique ou structurelle. En premier lieu, si l'on se tourne vers les parcours des trois meurtriers, force est de constater que, malgré des enfances pauvres (Coulibaly) ou difficiles (les frères Kouachi, devenus orphelins au début de leur adolescence et placés dans des institutions d'aide sociale à l'enfance en Corrèze), ces derniers n'ont pas été entièrement abandonnés par les institutions ou victimes de flagrantes discriminations. Par exemple, Amedy Coulibaly a bénéficié d'un contrat d'alternance chez Pepsi-Cola (et a, à cette occasion, rencontré Nicolas Sarkozy à l'Élysée), et Saïd Kouachi a travaillé à la Mairie de Paris comme « ambassadeur du tri [des déchets] » avant d'être licencié (en 2009) du fait de son comportement lié à ses strictes pratiques religieuses (refus de serrer les mains aux femmes, cinq prières par jour) qui le mettaient à l'écart du collectif de travail.

En second lieu, il n'est pas possible de restreindre l'aire de recrutement des jihadistes français aux seules banlieues ou aux seuls descendants de l'immigration postcoloniale : il existe des jeunes diplômés, parfois socialement intégrés, qui se trouvent embarqués dans le Jihad, ainsi que de jeunes convertis, qui ont parfois grandi hors des cités, « en pavillon ». Enfin, comment expliquer que des pays qui diffèrent sensiblement de la France dans le traitement de leurs « minorités » et n'ont pas de passé colonial (comme le Danemark), soient autant menacés que la France ? N'y a-t-il pas un risque interprétatif à « réduire » l'analyse des attentats à ces seuls facteurs macrosociologiques (ban-

lieue, jeunesse non qualifiée issue de l'immigration, discrimination, racisme institutionnel), contribuant ainsi à renforcer ce qu'on pense combattre (les stéréotypes portés sur cette jeunesse, leur assimilation à un « danger ») ?

Il faudrait sans doute se tourner vers la sociologie des religions et tenter de comprendre les ressorts de l'engagement religieux de ces jeunes, de manière à restituer la logique propre de la conversion à un mouvement sectaire et identifier les propriétés des recrutés. Ce type d'explication doit être articulé à une sociologie de l'embrigadement qui restitue les logiques propres à ce mouvement extrémiste ainsi que les relais qu'il peut trouver dans des franges plus ou moins légales de la pratique de l'islam. Il faut aussi en revenir au contexte de l'attentat de *Charlie Hebdo* et essayer de prendre au sérieux et de comprendre l'allergie à l'humour antireligieux de *Charlie Hebdo* chez nombre de ceux qu'on appelle désormais les « jeunes Musulmans ». Allergie très mal comprise par tous ceux qui ont baigné dans cette culture soixante-huitarde qu'incarnait très bien *Charlie Hebdo*, se revendiquant « journal bête et méchant », et qui ont du mal à percevoir que la manière dont *Charlie Hebdo* pouvait tourner en dérision l'islam (comme pour toutes les autres religions) revenait en quelque sorte à s'attaquer à une religion dominée qui représente, pour les jeunes de quartiers les moins diplômés, la seule appartenance positive à laquelle se raccrocher (Julie Pagis, *Libération*, 16 janvier 2015). Car la mémoire coloniale et ouvrière de leurs parents est celle de l'humiliation.

Pour conclure, on peut s'interroger sur les impensés de ces diverses prises de position de sociologues et sur la manière dont se fabrique l'au-

torité symbolique de ceux-ci dans le champ médiatique. La question qui ne manque pas de se poser est : qui parle et qui ne parle pas dans cette histoire ? On a vu apparaître, à l'occasion de ces attentats, le début d'une prise de parole collective émanant de descendants d'immigrés maghrébins ou africains ayant réussi dans les affaires, la culture ou le sport, mais aussi d'universitaires, notamment de sociologues reprenant la question posée par E.W. Du Bois à propos des Noirs américains : « Cela fait quoi d'être un problème ? »<sup>3</sup>. On pourrait enfin, comme sociologues, évoquer les difficultés croissantes rencontrées pour enquêter de manière approfondie les univers sociaux dont étaient issus les frères Kouachi et Coulibaly. Il manque actuellement de riches comptes rendus ethnographiques<sup>4</sup>, vus et analysés comme *insiders*, de ce monde des cités qui s'est profondément transformé depuis une dizaine d'années. Un des enjeux de la formation des jeunes sociologues français serait sans doute, pour pallier ce manque, de favoriser des bourses d'études et de thèse et le parcours de sociologues venant de cet horizon. ■

Toute correspondance est à adresser à Stéphane Beaud  
<[stephane.beaud@ens.fr](mailto:stephane.beaud@ens.fr)>

<sup>1</sup> Je remercie Isabelle Coutant, Paul Pasquali, Pierre-Emmanuel Sorignet et Fabien Truong pour leurs lectures critiques et amicales de ce texte.

<sup>2</sup> Beaud S., Pialoux M. (2003) *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*. Paris : Fayard. Et Amrani Y., Beaud S. (2004) *Pays de malheur ! Un jeune de cité écrit à un sociologue*. Paris : La Découverte.

<sup>3</sup> Guénif-Souilamas N., Hajjat A. et Mohammed M. « Qu'est ce que ça fait d'être un problème? », *Mediapart*, 21 janvier 2015.

<sup>4</sup> Citons deux exceptions : Mohammed M. (2011) *La formation des bandes. Entre la famille, l'école et la rue*. Paris : PUF, et Zegnani S. (2013) *Dans le monde des cités. De la galère à la mosquée*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

# > Les partis extrémistes, avant et après Charlie Hebdo

**Mabel Berezin**, Université Cornell, Ithaca (États-Unis), et membre du comité de recherche de l'ISA sur la Théorie sociologique (RC16)



Marine Le Pen, candidate à la prochaine élection présidentielle.

**D**ans le monde entier, les dirigeants politiques et l'opinion publique ont dans un premier temps considéré les assassinats à *Charlie Hebdo* comme une attaque contre la liberté d'expression, fondement de la démocratie. Cependant, il est vite apparu que ces assassinats avaient une portée politique et sociale beaucoup plus vaste : le jour suivant, l'assassinat de quatre personnes dans un supermarché casher a conduit les journalistes internationaux à évoquer un retour des années 1930.

Charlie Hebdo a été pour la France et l'Europe un événement comme celui de Sarajevo – à savoir que ces attentats pouvaient entraîner une crise politique en France et au-delà. Une crise incessante de la dette, une sévère politique d'austérité, une superposition de crises liées au problème des réfugiés, un taux élevé du chômage, notamment parmi les jeunes, des attaques antisémites contre les synagogues et les cimetières juifs – tous ces phénomènes ont renforcé les partis nationalistes d'extrême droite dans toute l'Europe.

Au premier rang de cette poussée de l'extrême droite figure la France, avec le Front national et sa présidente,

Marine Le Pen. En 2011, Marine Le Pen a hérité de son père la direction du parti, un provocateur dont la rhétorique anti-immigrés a caractérisé le parti pendant des décennies. L'objectif de Marine Le Pen a été de faire du Front national un parti de gouvernement, et non plus un parti de provocation, et elle a centré son discours sur les politiques d'austérité, la crise de l'euro et le chômage. À l'étranger, les lecteurs qui ne connaissent pas l'histoire du Front national disent souvent ne pas comprendre pourquoi les positions de bon sens qu'elle défend suscitent la crainte dans certains milieux. Marine Le Pen – qui a récemment écrit dans le *New York Times* que le « fondamentalisme islamiste » était « le cancer de l'Islam » qui cause du tort à « nos compatriotes musulmans » – répond à une tendance actuelle des opinions publiques européennes à considérer des partis autrefois marginalisés comme des partis « normaux ».

## > Vitesse des changements et volatilité politique

Mais ce qui menace le plus une tradition démocratique bien ancrée en Europe, se trouve ailleurs : en premier lieu, dans la vitesse avec laquelle le paysage politique européen a changé, et dans la volatilité des préférences et des

>>



Le mouvement néonazi Aube dorée pendant une séance au Parlement grec.

sentiments exprimés par les électeurs ; en second lieu, dans la synergie négative entre l'aspect politique et l'aspect économique des crises induites par des événements comme celui de Charlie Hebdo.

Le printemps 2012 a constitué un tournant – défini par Eric Hobsbawm comme la manifestation du « printemps des peuples en colère ». La politique européenne a semblé s'accélérer, et l'on a assisté à un retournement électoral après l'autre. L'extrême droite et l'extrême gauche ont commencé à progresser électoralement. En France, bien que François Hollande ait gagné l'élection présidentielle, Marine Le Pen est arrivée en troisième position. Ensemble, l'extrême gauche et l'extrême droite ont rassemblé plus de voix que le président sortant Sarkozy ou que son concurrent socialiste.

Peu de temps après, en Grèce, le parti Aube dorée, ouvertement néonazi et violemment anti-immigrés, a supplanté le parti traditionnel de droite, tandis que Syriza, une coalition peu connue de la gauche radicale, a supplanté les socialistes. Début 2015, quelques semaines seulement après les assassinats à *Charlie Hebdo*, de nouvelles élections se sont tenues en Grèce – et aujourd'hui Syriza gouverne le pays, tandis qu'Aube dorée est le troisième

parti le plus important du pays. Un bouleversement électoral s'est produit également en Suède, un pays qui n'est pas membre de l'Union économique et monétaire européenne et n'est pas frappé par les mesures d'austérité prescrites par l'Union européenne. Aux dernières élections parlementaires suédoises, le parti d'extrême droite des Démocrates de Suède est passé de 6% de voix en 2010 à 13% en 2014.

Pendant la même période, en Italie, le Mouvement 5 étoiles est arrivé en tête aux élections de 2013, tandis qu'en Espagne, le mouvement de la gauche radicale Podemos a considérablement gagné du terrain. Bien qu'en Allemagne, le mouvement d'extrême droite anti-immigrés Pegida n'ait que quelques mois d'existence, il pourrait déjà gagner une circonscription – en particulier dans un contexte où le livre de Thilo Sarrazin *L'Allemagne disparaît*, publié en 2010, a été un énorme best-seller.

### > Synergie négative et humeur politique

En dépit de différences significatives, ces partis et ces mouvements ont des traits communs : l'attachement à leur État-nation respectif, la méfiance envers l'intégration européenne, et l'hostilité à l'égard de la globalisation. Ils

>>

sont contre l'euro, souvent favorables à la sortie de l'union monétaire, et partagent une profonde aversion pour les politiques d'austérité.

Charlie Hebdo a donné un nouveau caractère d'urgence aux débats sur l'immigration et l'intégration. Si les politiques draconiennes d'austérité imposées par l'Union européenne ont permis à des responsables politiques comme Le Pen de caractériser le programme néolibéral global de dangereux, les tueries à *Charlie Hebdo* ont donné un poids supplémentaire aux affirmations que le fondamentalisme islamiste existe et constitue une menace, ou que l'immigration est un problème. Bien que cela ait longtemps fait partie de l'argumentaire de la droite européenne, le Premier ministre français l'a fait sien après les attentats, quand il a parlé d'« apartheid ethnique et social en France ».

En 1919, John Maynard Keynes écrivait : « Les événements des prochaines années ne seront pas déterminés par les actes délibérés des hommes d'État, mais par ces courants *inconnus*, qui coulent sans cesse sous la surface de l'histoire politique et dont nul ne peut prévoir les résultats » (c'est nous qui soulignons). Les commentaires de Keynes sur le déclin économique et matériel de l'Europe d'après-guerre font étrangement penser à l'Europe d'aujourd'hui.

Assistons-nous en Europe à une répétition des années 30 et au retour du fascisme ? Bien qu'Aube dorée soutienne explicitement le nazisme, les objectifs aussi bien du Front national français que des Démocrates de Suède sont nationalistes, mais pas autoritaires. Il ne doit pas y avoir de confusion entre des individus perturbés comme le Norvégien Anders Breivik et des programmes politiques cohérents. Prédire le retour des dictatures comme celles des années 1920 ou 1930 serait naïf, un peu comme si l'on prédisait le retour de la machine à écrire. Aujourd'hui les États-nations européens sont, au plan des procédures, démocratiques : même le Président hongrois Viktor Orban, en souscrivant à la « démocratie illibérale », exprime une adhésion formelle à la démocratie.

Mais cela ne signifie pas qu'il n'y ait guère raison de s'inquiéter : les « courants inconnus » de l'Europe d'aujourd'hui sont inquiétants, et les humeurs collectives évoquent des similarités au plan historique. Dans ses mémoires sur les années 30 en Allemagne (publiées à titre posthume), Sébastien Haffner parle de l'espoir, du désespoir, de la peur et de la colère malavisée comme d'indéniables signes annonciateurs de l'ascension de Hitler. De façon similaire, l'humeur sombre prévaut aujourd'hui en Europe. En France, les participants à une récente enquête d'opinion réalisée à l'échelle nationale identifiaient « le manque de confiance », « la dépression » et « la morosité » comme les termes qui définissent le mieux leur état d'esprit. « L'enthousiasme » arrivait en dernier – un résultat qui n'est pas surprenant quand on sait que le livre du journaliste conservateur Éric Zemmour, *Le suicide français*, est aujourd'hui en tête des ventes de livres en France.

En l'absence de crise économique et de politique d'austérité, les partis extrémistes ne bénéficieraient sans doute pas d'un tel pouvoir d'attraction. Mais depuis les années 1970, les politiques économiques et les idées de mutualité n'ont pas bien fonctionné. De même, les politiques d'immigration et d'intégration qui renvoient soit au nationalisme du XIX<sup>e</sup> siècle, soit à l'idéalisme multiculturel, doivent être repensées. Pour aller au-delà du moment présent, les leaders européens doivent imaginer et mettre en œuvre de nouvelles formes de solidarité sociale qui incluent et engagent tous les citoyens. Ils leur faut restaurer un sentiment d'espoir collectif – une capacité à imaginer l'avenir. Un recalibrage économique constitue un point de départ – mais une politique économique, à elle seule, ne suffira pas. Les leaders européens doivent penser de manière réaliste au sens de la communauté dans des espaces politiques qui ont encore souvent une dimension nationale ; ils leur faudra contrer les courants – pas si inconnus que cela – ou risquer de se faire dépasser par des événements comme celui de Charlie Hebdo. ■

Toute correspondance est à adresser à Mabel Berezin  
<[mmb39@cornell.edu](mailto:mmb39@cornell.edu)>

&gt; Sur le terrain :

# En Europe, la moisson de la peur

Elisabeth Becker, Université Yale (États-Unis)



Elisabeth Becker à la mosquée.

**L**a pratique de l'ethnographie suppose de pénétrer dans l'univers de l'autre, à la fois en observant et en participant à sa vie quotidienne. À la différence du travail de recherche qui se fait à partir d'archives, d'enquêtes ou de méthodes expérimentales, l'ethnographie est à la merci des événements qui interviennent dans le monde réel, qui peuvent conduire à interrompre, à réorienter ou à éclairer nos recherches. Tel a été le cas de l'étude que j'ai menée sur les mosquées dans trois pays d'Europe, après l'assassinat des journalistes de *Charlie Hebdo*.

En choisissant les mosquées comme terrain d'étude ethnographique, j'entendais accéder au monde culturel et spirituel des musulmans qui vivent en Europe, et tenter ainsi de comprendre comment ils font face à un indéniable stigmatisme associé à leur identité. Je voulais connaître de l'intérieur le quotidien de ces musulmans, en partant de leur point de vue, et depuis leurs lieux de prière. Je voulais en savoir plus sur leur vie quotidienne, en y prenant part plutôt qu'en analysant de façon plus générale la situation politique complexe dans laquelle se trouve l'islam aujourd'hui. Accéder à mon terrain d'étude – les mosquées

de Berlin, Londres et Madrid – exigeait une transformation personnelle. Pour une adepte de la mode et une féministe comme moi, il n'a pas été facile de comprendre ce que cela impliquait de me présenter dans ces lieux de façon respectueuse tout en respectant l'idée que j'avais de moi-même. Après des débuts maladroitement, où mon foulard me retombait soudain sur le visage ou glissait par terre, je me suis pourtant rapidement retrouvée enveloppée dans la soie de ces foulards, portant un ample *hijab* pour mes trajets en bus dans le centre de Berlin (ce qui m'a valu des regards insistants), commandant avec aisance un curry dans le quartier londonien d'Algate East ou sortant d'une mosquée de quartier à Madrid (là encore sous les regards hostiles des passants). En me mettant ainsi dans la peau d'une musulmane, j'ai ressenti la peur sous ses multiples formes.

Je n'ai pas eu peur de cet homme allemand qui est tombé de son vélo, sous le choc de me voir porter le foulard. Je n'ai pas eu peur non plus du mouvement d'extrême-droite « pro-Köln », un groupuscule qui sait se faire entendre et qui avait cherché à empêcher la construction d'une grande mosquée dans la ville catholique de Cologne. Je n'avais certes pas peur des mosquées. La seule peur que j'ai ressentie aux débuts de mes recherches concernait l'opinion des musulmanes plus âgées, qui ne comprenaient pas ce que j'étais venue faire dans leurs mosquées. Je n'étais pas une initiée, non plus qu'une non-initiée : j'étais vêtue correctement, quoique différemment d'elles, et j'étais mariée à un musulman. Souvent, ces femmes réajustaient mon foulard, ajoutaient une couche de tissu (en jetant sur mes épaules un foulard supplémentaire, plus épais), rabaisaient le bas de mon pantalon ou remontaient mes chaussettes. Elles cherchaient à me couvrir pour « m'aider » à m'intégrer dans un espace où les étrangers ne s'attardent guère – et apprennent encore moins l'alphabet arabe. Elles ont même demandé à m'appeler Fat-

mah, parce qu'elles ne comprenaient pas au début ce qu'une Elisabeth cherchait en participant à la vie quotidienne de la mosquée. Elles voulaient changer mon nom, pour protéger les espaces où elles se sentaient en sécurité. Toujours est-il que ces peurs initiales sont restées limitées et plutôt banales : j'ai eu peur pour mon travail de terrain, et pour moi-même en tant que chercheuse qui tentait, dans un Berlin divisé, de trouver un équilibre à la limite entre deux mondes.

À Londres, ville célébrée comme un haut lieu du multiculturalisme – et mon deuxième lieu d'étude sur le terrain – je me suis davantage sentie moi-même. La frontière semblait plus claire entre moi-même et les femmes avec lesquelles je me liais d'amitié et dont l'existence entière était réglée par les heures de prière. Et pourtant – peut-être paradoxalement – cette distinction a permis que ces mêmes frontières s'estompent. Je pouvais aisément voir au-delà de cette distinction le rattachement de tout ce groupe à un « autre » – partageant avec ces femmes que j'ai connues les mêmes préoccupations pour nos enfants, le goût pour les currys relevés et souvent, malgré nos styles radicalement différents, un sens esthétique commun. Ces mêmes femmes mettaient elles aussi en doute ma « véritable » motivation à être là dans la mosquée avec elles, beaucoup étant convaincues que mes objectifs de recherche étaient secondaires et que mon intérêt premier concernait l'enfant que je portais dans mon ventre.

Je suis arrivée à Madrid une semaine avant les attentats de *Charlie Hebdo*, une semaine durant laquelle j'ai pu déguster du *café con leche* et faire de longues promenades dans le Parc du Retiro. Mes recherches sur les mosquées ont mis du temps à démarrer, si tant est qu'elles aient démarré. Quand j'interrogeais des habitants sur les mosquées, la plupart me regardaient d'un air interrogateur et je m'entendais souvent répondre « S'il y a des mosquées ici à Madrid ? Vous voulez dire

plutôt à Cordoue ? » – ce qui en disait long sur leur éloignement à l'égard de ces univers pourtant bien réels. Quand j'interrogeais des femmes que j'identifiais comme musulmanes, elles se prenaient à rire : « Il ne peut pas y avoir de mosquées en centre-ville, il ne pourrait jamais y en avoir dans la capitale ». Mon expérience sur place m'a permis de constater un sentiment de peur bien ancré parmi la communauté musulmane en Espagne. Si cette peur n'est pas née des attentats de Paris, ces attentats l'ont néanmoins exacerbée. Avant les événements à *Charlie Hebdo*, dans la première mosquée dans laquelle je suis entrée, au nord de Madrid, des femmes m'ont chassée. J'ai demandé à participer à des activités de groupe, mais elles ont prétendu qu'il n'y en avait pas. À l'entrée de la deuxième mosquée dans laquelle je me suis rendue, au sud de la ville, un homme m'a demandé si j'étais sûre d'être venue au bon endroit. Quand je lui ai fait oui de la tête, il m'a conduit l'air radieux vers un groupe de femmes accompagnées de leurs enfants – des enfants qui ont accueilli mon fils avec de grands sourires et des bises sur la joue, tandis que leurs mères me regardaient avec suspicion.

Toujours est-il qu'après les attentats, les mosquées n'ont plus été remplies de regards suspicieux : elles se sont pratiquement vidées. Durant la semaine qui a suivi les attentats, je me suis retrouvée seule dans une petite mosquée de quartier qui n'ouvrait que pour les prières, à attendre des femmes fantomatiques qui ne sont jamais venues au rendez-vous. Même la plus grande mosquée de la ville s'est vidée, et la grande salle a été fermée en dehors des heures de prière. Lorsque je suis arrivée avec mon bébé, je n'y ai trouvé que quelques femmes, dont deux qui bavardaient, deux qui priaient, une qui dormait et aucune n'a répondu à mon salut. Gagnée par un sentiment diffus de peur, j'ai quitté en hâte la mosquée. Pour la première fois depuis le début de mes recherches, j'ai eu le sentiment que quelque chose n'allait vraiment pas.

La peur était là à Madrid, et elle s'est accentuée après les attentats de *Charlie Hebdo*, lorsque les mosquées se sont soudain vidées et les dispositifs de sécurité ont été augmentés autour et à l'intérieur des mosquées. Des policiers armés de kalashnikov ont débarqué à la Puerta del Sol, en plein centre-ville, toutes sirènes dehors tandis que j'essayais d'endormir mon enfant. Des manifestations tumultueuses menées par une branche espagnole du Mouvement d'extrême droite Pegida (Patriotes européens contre l'Islamisation de l'Occident) fondé à Dresde en octobre dernier, et qui avaient pourtant été interdites, ont eu lieu devant des mosquées. Au lendemain des attentats de *Charlie Hebdo*, dans l'ensemble de l'Espagne, et sur l'ensemble du continent, des murs de mosquées ont été couverts d'inscriptions telles que « Retournez dans votre pays » ou même « Mort à l'islam ». À Madrid, quand j'entrais dans les mosquées, certains me recevaient avec une profonde défiance, évitant le contact avec moi et créant une distance à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'enceinte des mosquées. Ils remettaient en question ma présence dans les mosquées, soudain convaincus que mes motivations ne pouvaient pas être innocentes, qu'il n'était pas possible que je sois là simplement pour mes recherches, pour mon enfant ou pour moi-même.

Ce n'est qu'après les attentats de Paris que j'ai envisagé d'interrompre mes recherches, par crainte d'avoir gravement sous-estimé la situation politique à laquelle je m'étais trouvée confrontée. Mon idée de départ avait été de séparer l'univers politique de l'univers socio-culturel de ceux et celles qui allaient à la mosquée. Mais en réalité, la politique avait fortement ébranlé cet univers socio-culturel, et moi-même avec. Indépendamment de leurs antécédents, les mosquées étaient l'objet de menaces. Pour la première fois, j'ai commencé à avoir peur d'être dans une mosquée. Après

les attentats de *Charlie Hebdo*, des amis aux États-Unis m'ont écrit au sujet d'abus commis en Arabie saoudite et de ceux perpétrés par l'EIIL (État islamique d'Irak et du Levant) en me demandant comment je pouvais me lier aussi étroitement à des musulmans : N'avais-je pas honte ? N'avais-je pas peur ? La conversation que j'avais eue avec un groupe de jeunes musulmans espagnols me revenait alors sans cesse à l'esprit : ils m'expliquaient qu'ils avaient constamment à se justifier par rapport aux atrocités commises par des extrémistes dans d'autres régions du monde.

À Madrid, j'ai rencontré la peur, et elle m'a suivie lorsque je suis retournée à Berlin. Des amies qui portaient le voile envisageaient de ne plus sortir de chez elles après les attentats de Paris, parlaient des sourires ambigus qu'on leur adressait dans le métro, et comment elles songeaient à quitter l'Europe. À Berlin, de vieux Turcs parlaient autour d'une tasse de thé de retourner en Turquie – la Turquie laissée derrière eux il y a si longtemps. Un jeune musulman de Berlin me racontait que sa sœur, qui porte le *hijab*, avait été menacée quelques semaines après les attentats de Paris, alors qu'elle aidait une femme handicapée non musulmane à monter dans le bus. Des passagers avaient refusé de la laisser passer. « On devrait lui planter un couteau dans le dos » avait clamé sans retenue l'un des passagers du bus. Un mois plus tard, ce même jeune garçon me demandait pourquoi trois étudiants musulmans avaient été tués en Caroline du Nord. « Sans aucune raison ? », demandait-il l'air incrédule et les yeux gonflés de larmes. Il s'agit d'un enfant de 11 ans, petit génie du Rubik's Cube et qui n'est fanatique que des chocolats Ferrero Rocher – or même cet enfant a peur.

Le caractère global du monde d'aujourd'hui fait que nous sommes tous vulnérables, que la peur nous envahit tous. Des mouvements nationalistes d'extrême droite tentent d'exploiter

cette peur des autres et refusent de reconnaître que nous vivons tous à la bordure de différents univers. Ici, en Allemagne, le mouvement d'extrême droite Pegida a envahi les rues de Dresde avec une force renouvelée : 18.000 personnes ont manifesté publiquement leur haine en vue de « s'opposer à l'islamisation », laissant entendre qu'ils sont beaucoup plus nombreux. La chancelière allemande Angela Merkel peut bien dire que les musulmans ont leur place en Allemagne, et je ne cherche certes pas à diminuer l'importance symbolique de ses propos, mais les visages hostiles que je vois et les menaces proférées contre les mosquées de quartier donnent à penser que l'altérisation continue de caractériser l'Europe d'aujourd'hui. Cette réalité passe en quelque sorte inaperçue face aux actes des fanatiques – à commencer par les assassins qui ont perpétré les attentats de *Charlie Hebdo* jusqu'aux militants de l'EI qui poursuivent leurs abominables assassinats.

Qu'on soit chercheur ou citoyen, on ne sait pas comment combattre cette peur aux multiples facettes, cette peur qui est source de division, lorsqu'elle s'empare de nous. L'intensification des mesures de sécurité et le climat grandissant de suspicion ne font qu'entraver notre cause. Il faut être capable d'unir nos forces avec nos voisins – d'origines et de croyances diverses – tout en combattant l'extrémisme de manière civilisée, selon la même tradition civique que nous cherchons à défendre. Comme initiée et non-initiée, et comme chercheuse dans les mosquées faisant la liaison entre deux univers, je suis passée après les attentats de *Charlie Hebdo* d'une peur ordinaire à une peur existentielle. Je me retrouve moi-même à battre en retraite, à cause de frontières que j'avais sincèrement cherché à rapprocher ; des frontières auxquelles je ne crois pas, mais que je ne peux plus explorer. ■

Toute correspondance est à adresser à [becker.elisabeth@gmail.com](mailto:becker.elisabeth@gmail.com)

# > À la recherche de la sociologie au Pakistan

**Laila Bushra**, Lahore University of Management Sciences (Pakistan)

**L**a sociologie, dans son acception occidentale, est une discipline qui a du mal à s'établir au Pakistan. Hamza Alavi, dont les principaux travaux ont été publiés dans les années 1960 et 70, a été notre premier et seul sociologue reconnu au plan international. Depuis Alavi, aucun travail sérieux de sociologie n'a été produit au Pakistan ou n'a été écrit sur le Pakistan. Il y a eu d'importantes contributions d'historiens, de politologues et d'anthropologues, et récemment, une pléthore de livres sur l'activisme islamique et ses rapports avec l'armée pakistanaise et la géopolitique. Mais ce qui fait défaut au Pakistan, c'est une approche théorique clairement sociologique, ainsi que des associations ou revues locales spécialisées dans notre discipline.

En fait, la sociologie au Pakistan se résume aujourd'hui, en tout et pour tout, à cinq sociologues (dont trois formés aux États-Unis et deux en Angleterre) qui enseignent dans une université privée appelée, ce qui est un peu gênant, Lahore University of Management Sciences (LUMS), c'est-à-dire Université des Sciences du Management de Lahore. Parmi eux, deux ont réorienté leur enseignement et leurs recherches, l'un plus particulièrement vers la philosophie et l'autre vers les sciences politiques, et un troisième est sur le point de partir. Compte tenu de l'histoire et du contexte qui sont les nôtres, il n'y a guère de raisons d'espérer que cette situation s'améliore dans un avenir proche.

Au milieu des années 1990, la LUMS –la plus prestigieuse école de commerce privée du Pakistan – a lancé pour la première fois dans le pays un cursus de quatre ans, exclusivement délivré par des enseignants formés en Europe ou en Amérique du Nord. C'est ainsi qu'est apparu au Pakistan un enseignement universitaire cher et élitiste, une sorte d'îlot américanisé isolé dans le vaste océan d'un enseignement public au dysfonctionnement généralisé. Tandis que la LUMS ne proposait à l'époque que des spécialisations en économie et en informatique, le programme d'études incluait quelques cours en sciences humaines et/ou sociales. Cependant, à la différence des deux spéciali-

sations, qui chacune comprenaient un ensemble de cours bien définis, les cours en sciences humaines et sciences sociales variaient en fonction des enseignants disponibles sur place, chargés d'assurer ces cours – généralement des professeurs associés ou des professionnels (tels que des diplomates, ou des psychologues).

Depuis le début, les étudiants ont répondu positivement à une approche entièrement nouvelle (selon les standards pakistanais) de l'enseignement des sciences sociales, même s'ils venaient en premier lieu à la LUMS pour suivre ses deux spécialisations jugées plus prestigieuses et prometteuses sur le plan professionnel. Avec le temps, les sciences sociales sont progressivement passées de l'état de matière secondaire à celui de cursus à part entière, essentiellement pour accueillir le nombre croissant d'étudiants qui ne répondaient pas aux critères rigoureux des filières économique et informatique mais voulaient – et pouvaient s'offrir – le diplôme convoité de la LUMS. Le département s'est également développé à la faveur de l'augmentation générale du nombre d'étudiants sur le campus.

Le cursus de premier cycle a désormais 20 ans, et le département des sciences humaines et sociales a parcouru un long chemin. Un noyau de membres permanents du corps enseignant s'est beaucoup investi afin d'améliorer les programmes et de redéfinir sa position au sein de l'université, en consolidant les groupes par disciplines au lieu de recruter indistinctement sur la seule base de diplômes acquis en Occident. En tant que seule sociologue sur place à plein temps, j'ai été à l'époque intégrée dans l'équipe d'anthropologues. Le chef du département – lui-même anthropologue – a réussi récemment à remplacer la spécialisation générique en sciences sociales par un certain nombre de spécialisations correspondant à des disciplines spécifiques : politique et économie, sciences politiques, anthropologie-sociologie, histoire, et anglais, avec la psychologie et la philosophie en matières secondaires. Nous avons organisé au moins une conférence internationale interdisciplinaire par an, et collaboré avec certains spécia-

>>

**“ Nous sommes un pays sans sociologie, mais en besoin urgent d’analyse sociologique ”**

listes de renommée internationale. Mais nous nous heurtons à des problèmes qui ne sont pas nouveaux, comme ceux du manque d’enseignants et d’étudiants, en même temps qu’à de nouvelles difficultés, notamment l’hostilité de l’administration.

En dehors d’une poignée de professeurs basés au Pakistan pour des raisons personnelles ou pour leurs recherches, la majorité du corps enseignant de la LUMS considère le travail à la LUMS comme une affectation transitoire, dans l’attente de meilleures opportunités en Europe ou en Amérique du Nord, ou plus récemment, en Asie de l’Est ou au Moyen-Orient. Nombreux sont ceux qui prennent des congés prolongés pour travailler à l’étranger sur des postes d’assistants à court terme, avec l’espoir d’y trouver un emploi permanent.

De fait, ce turnover du corps enseignant n’est pas perçu comme un problème sérieux par la haute administration. Le modèle qui est recherché est plutôt celui d’un enseignement en sciences sociales entendu au sens large, sans structure déterminée, qui ne reposerait pas sur des disciplines ou des enseignants spécifiques, et qui pourrait potentiellement être assuré par des professeurs associés ou invités. L’administration centrale de la LUMS a en effet résisté pendant plus de deux ans à l’introduction de nouvelles spécialisations, et son manque de respect pour nos disciplines se voit régulièrement renforcé par les tendances de la demande étudiante. Nous ne manquons jamais d’étudiants intéressés, mais la plupart de ceux qui se spécialisent en sociologie le font par défaut plutôt que par choix. Chaque année, l’administration nous envoie des données chiffrées avec les préférences de spécialisation exprimées par les étudiants au moment de l’admission – et nos spécialisations se retrouvent à chaque fois parmi les moins bien classées. La seule spécialisation qui arrive derrière l’anthropologie-sociologie, est l’histoire. Il y a de nombreux inscrits à nos cours, mais nos spécialisations restent une option de repli.

Nous pouvons quand même revendiquer un succès, c’est que de nombreux étudiants rejoignent nos disciplines quand ils s’inscrivent en cycle supérieur, et leur taux d’admission est toujours remarquable. Mais même là, la plupart optent pour des études appliquées, en espérant ainsi pouvoir accéder à des emplois dans des entreprises de médias, des think tanks ou des organismes bailleurs

de fonds, au Pakistan ou à l’étranger : sociologie du développement, sociologie des médias, sociologie des politiques publiques, et plus récemment sociologie urbaine. Étant donné que nos étudiants sont intelligents, motivés, et ambitieux, ils vont continuer à faire des choix qui sont pragmatiques. Je m’attends dans le meilleur des cas à ce qu’un ou deux étudiants choisissent une orientation purement universitaire – mais même dans ce cas, ce sera rarement en faveur de la sociologie.

Si le Pakistan ne vient pas à la sociologie, peut-être la sociologie peut-elle faire plus d’efforts pour venir au Pakistan. Je n’imagine pas qu’il puisse y avoir beaucoup de sociologues formés en Occident – y compris des ressortissants pakistanais – qui choisissent de s’installer ici s’ils ont de meilleures opportunités de carrière ailleurs. Et cela a été difficile de faire venir des sociologues confirmés au Pakistan, même à titre temporaire. Entre 2008 et 2011, j’ai organisé une série de cycles avec des conférenciers internationaux et invité à cette occasion des spécialistes renommés pour de courtes visites, dans le but d’inspirer et de conseiller étudiants et professeurs. Nous avons réussi à faire venir des historiens et des politologues, mais pas un seul des sociologues confirmés que j’ai sollicités n’a répondu à l’invitation. On peut espérer qu’à l’avenir, aussi bien les jeunes sociologues que les sociologues confirmés répondront plus positivement à nos invitations à participer à des activités de ce type. De notre côté, il nous faut participer activement aux initiatives de l’ISA, y compris celle des *global courses*.

Mais peut-être le principal espoir repose-t-il sur les étudiants de cycle supérieur à travers le monde. Le Pakistan n’est pas seulement le pays le plus « dangereux » au monde, c’est aussi le plus méconnu. Peu d’aspects de l’État pakistanais et de la société pakistanaise ont fait l’objet d’une analyse systématique. Les étudiants de troisième cycle à la recherche de sujets de thèse stimulants feraient bien d’envisager de travailler sur le Pakistan. Et les étudiants ayant récemment obtenu leur doctorat pourraient également prendre en considération les avantages de travailler dans une structure d’enseignement réduite comme notre université : des étudiants motivés, une autonomie importante des enseignants, une charge de travail raisonnable, et des opportunités de collaboration avec des collègues d’autres disciplines. Nous sommes un pays sans sociologie, mais en besoin urgent d’analyse sociologique. ■

Toute correspondance est à adresser à <[laila@lums.edu.pk](mailto:laila@lums.edu.pk)>

# > Quelles perspectives pour la sociologie au Pakistan ?

**Hassan Javid**, Lahore University of Management Sciences (Pakistan)

**Q**uand j'ai commencé à chercher du travail au Pakistan, je savais que les opportunités pour les sociologues étaient rares. Comme dans bien d'autres endroits dans le monde, la place prépondérante accordée historiquement par le pouvoir à la science et à la technique a placé les sciences humaines, et notamment les sciences sociales, dans une position relativement marginale dans la plupart des universités du pays. Même là où il y a effectivement un département de sociologie, des contraintes institutionnelles limitent souvent les possibilités. Dans le secteur public, par exemple, l'ingérence du gouvernement dans l'élaboration des programmes et au niveau des libertés universitaires s'ajoute aux rivalités professionnelles, liées à la concurrence pour obtenir des postes garantis (mais souvent politiques) dans la fonction publique, pour créer un environnement peu propice à un travail fructueux dans l'enseignement ou la recherche. Dans le secteur privé, les universités ont surtout cherché à tirer profit de la demande de cursus en économie, gestion et technologies de l'information, tous jugés plus rentables par les étudiants. Aussi bien dans le secteur public que privé, la recherche est pratiquement inexistante, avec très peu de mesures d'incitation, et encore moins de soutien institutionnel.

C'est dans ce contexte que j'ai déposé ma candidature pour un poste à la Lahore University of Management Sciences (LUMS, Université des Sciences du Management de Lahore), un établissement privé considéré comme l'une des meilleures universités du Pakistan, et l'un des rares endroits dans le pays où existe une volonté claire de promouvoir les sciences humaines et sociales. À l'époque de ma candidature, la faculté des sciences humaines et sociales de la LUMS se trouvait en pleine phase de restructuration : alors que l'université offrait jusqu'alors une formation de premier cycle en sciences sociales où les

étudiants suivaient des cours dans différentes disciplines, elle cherchait désormais à proposer des études plus spécialisées et mieux circonscrites aux disciplines. Ainsi, alors que j'avais présenté ma candidature pour un poste de sociologue, j'ai été invité à rejoindre le nouveau département de science politique.

Étant donné ma formation en sociologie politique et historique, et mon intérêt pour les questions concernant l'État, les classes sociales et la démocratisation en Asie du Sud, la perspective de travailler dans un département de science politique ne me semblait pas poser de problème. La science politique disposait à la fois de l'espace et de la demande nécessaires pour pouvoir s'agrandir. Après l'économie et la finance, la science politique est le cursus le plus demandé à la LUMS, avec chaque année près de 150 nouveaux inscrits en premier cycle, contrastant fortement avec la formation conjointe d'anthropologie et de sociologie, qui n'attire généralement que 10 à 20 nouvelles recrues chaque année. On peut certes expliquer ce phénomène par l'opinion très répandue (même si elle n'est pas forcément exacte) selon laquelle un diplôme de science politique se négocie mieux sur le marché de l'emploi que d'autres diplômes de sciences sociales, mais les répercussions sur le recrutement des professeurs sont évidentes. Si la demande étudiante n'augmente pas, des disciplines moins prisées comme la sociologie risquent de rester marginales, en sous-effectif et sous-dotées.

Travailler au Pakistan implique un certain nombre de contraintes. Même dans un environnement aussi privilégié que la LUMS – qui a fait un travail admirable pour défendre la liberté d'expression et de débat – on est souvent confrontés au manque de ressources pour l'enseignement et la recherche, à un soutien matériel et institutionnel de la recherche inadéquat, et à l'absence d'étudiants et de

>>

## “Aussi bien dans le secteur public que privé, la recherche en sciences sociales est pratiquement inexistante”

curus de cycle supérieur. Ces difficultés sont aggravées par l'absence d'une vaste communauté de pairs et de collègues travaillant dans notre discipline.

Pays multiethnique et multiconfessionnel de près de 200 millions d'habitants, le Pakistan, handicapé par son héritage colonial, connaît une urbanisation et une transformation économique rapides en même temps qu'une démocratisation sur fond de culture politique marquée par les turbulences et les controverses, et assiste à l'émergence de nouvelles (et parfois anciennes) formes de mobilisation sociale et politique. Pourtant, en particulier après le 11-Septembre, les travaux de recherche sur le Pakistan se sont surtout centrés sur l'islam et le radicalisme. Les financements étant de plus en plus canalisés vers ces domaines de recherche (en particulier en provenance de l'Occident), et un nombre croissant de chercheurs ayant investi leur temps et leur énergie pour étudier ces questions, les autres domaines de recherche ont accusé un déclin proportionnel. La plupart des départements de science politique sont ainsi de plus en plus orientés vers les études de relations internationales et de sécurité. En même temps, l'accent mis sur les méthodes et la recherche quantitatives a tout à fait concorde avec les intérêts des organismes donateurs étrangers et des organismes de planification du gouvernement. Une partie importante de la recherche sociale au Pakistan est axée sur des questions bien précises relatives à la politique des pouvoirs publics et qui ne peuvent apparemment être traitées que par des économistes utilisant des procédés de modélisation économétrique. Malgré sa complexité et sa diversité, le Pakistan n'est souvent considéré que comme un pôle d'extrémisme religieux et violent, dont les problèmes de gouvernance peuvent être résolus grâce à des formules mathématiques démontrant l'efficacité de telle ou telle proposition politique. Cette orientation est reprise dans nombre de travaux récents publiés sur le Pakistan. Il y a même des livres sur les politiques de gauche ou la politique économique agraire qui intègrent clairement l'islam dans leurs titres et dans leurs exposés.

En tant que sociologue travaillant au Pakistan dans un département de science politique, j'ai de plus en plus le sentiment que toutes les discussions qui portent sur la recherche, la société et la théorie, s'inscrivent dans ces paramètres. Dans le cadre de mon propre travail de re-

cherche, je me suis intéressé à la relation existant entre l'État et les élites solidement établies d'Asie du Sud-Est, en axant mes recherches sur la manière dont les institutions et les interventions à l'époque coloniale, en particulier en ce qui concerne la politique économique agraire, ont eu un impact durable sur la capacité des classes possédantes à articuler et maintenir leurs intérêts dans le temps. Je continue à m'intéresser aux implications de ce modèle dans la vie politique démocratique du Pakistan actuel, et souhaiterais étudier comment le pouvoir des élites a été reconfiguré et perpétué dans un contexte de changement économique, politique et social considérable.

Cependant, en l'absence d'un lien clair avec l'islam ou les politiques publiques, l'intérêt pour ces questions demeure limité. Il en est de même pour d'autres questions comme l'appartenance ethnique, le genre ou l'urbanisation. Qui plus est, les sociologues brillent par leur absence. En cherchant des collaborateurs et collègues intéressés par les mêmes questions que moi, je me suis retrouvé à travailler avec des économistes et des politologues qui, bien qu'excellents dans leur domaine, semblent ne pas pouvoir s'ouvrir à d'autres approches que celles de leur discipline et être limités par les impératifs de travaux déterminés par ceux qui les financent, avec les contraintes que cela implique pour la manière dont les questions sont abordées, étudiées et résolues. En histoire et en anthropologie, qui sont deux autres domaines importants de recherche au Pakistan, des amis me font part de problèmes similaires, mais il n'en demeure pas moins que l'écart conceptuel et méthodologique entre ces disciplines et la mienne est considérable.

La sociologie au Pakistan a lutté pour s'affirmer, cédant de la place à d'autres disciplines comme l'économie et la science politique qui ont des liens institutionnels plus étroits avec les donateurs et le gouvernement. Cela ne risque guère de changer dans un avenir proche ; les mêmes forces du marché et soubresauts de la politique internationale qui ont mis à mal la sociologie au Pakistan, ont également conduit de nombreux étudiants prometteurs à poursuivre des carrières dans d'autres disciplines, au Pakistan ou à l'étranger. Mais le Pakistan n'en reste pas moins un terrain fertile pour les sociologues qui cherchent à étudier des questions intéressantes et ambitieuses. ■

Toute correspondance est à adresser à Hassan Javid  
<[hassan.javid@lums.edu.pk](mailto:hassan.javid@lums.edu.pk)>

# > Ulrich Beck, un sociologue européen avec un dessein cosmopolitique

**Klaus Dörre**, Université Friedrich-Schiller d'Iéna (Allemagne), et membre des comités de recherche de l'ISA sur la Théorie sociologique (RC16), la Sociologie du Travail (RC30), les Mouvements ouvriers (RC44), et les Classes sociales et les Mouvements sociaux (RC47)



*Ulrich Beck en 2014, lorsqu'il a reçu le Prix couronnant l'ensemble de sa carrière au titre de la meilleure contribution à la recherche sur les futurs délivré par le comité de recherche sur les Avenirs (RC07) de l'Association internationale de Sociologie.*

**L**a société du risque d'Ulrich Beck a provoqué un tremblement de terre intellectuel en Allemagne dès sa publication. La position que Beck soutenait était controversée. Il affirmait que la réalité sociale ne correspondait plus à la terminologie des sociologues, du fait

qu'une évolution quasi-révolutionnaire vers une nouvelle forme de modernité avait émergé du cadre institutionnel apparemment intact de la modernité industrielle. Quiconque chercherait à comprendre ce changement devrait rompre avec le « consensus marxiste-wébérien sur la modernisation » et ses

>>

postulats de linéarité. Beck considérait les principales théories sociologiques sur la modernisation – en particulier le processus d'accumulation du capital (Marx) ou la croissance linéaire de la rationalisation et de la bureaucratisation (Weber) – comme étant « des contraintes supra-subjectives » instituant une grammaire pour les acteurs sociaux à laquelle toutes les activités sociales étaient censées se conformer. Il soutenait qu'une théorie de la modernité réflexive se devait de rompre avec les postulats de linéarité et les remplacer par une thèse de l'auto-attribution des dangers : la nouvelle modernisation « efface les contours de la société industrielle ». Au cours du processus d'autonomisation de la modernisation, la société industrielle a été « dépassée, même "abolie", exactement comme la modernisation de la société industrielle a détruit les fondements statutaires de la société féodale et s'est elle-même reconstruite ».

Beck distinguait trois phénomènes marquants de la transition vers une modernité différente. Le premier concerne les effets secondaires imprévisibles de la production industrielle qui, selon lui, sont devenus le véritable moteur de l'histoire. Les risques écologiques et les effets irréversibles qu'ils entraînent, constituent une grave menace globale – un « *Allbetroffenheit* démocratique », une menace qui nous concerne tous, ne faisant au bout du compte aucune distinction entre travailleurs et capitalistes. Dépassant progressivement la « logique de la distribution des richesses », Beck a soutenu que la logique de la « distribution démocratique du risque » ne peut plus être interprétée en termes de lutte des classes, de rationalisation ou de différenciation fonctionnelle. Comme le dit Beck, si l'indigence est hiérarchique, le smog, lui, est démocratique !

Deuxièmement, ce conflit écologico-social s'accompagne d'une individualisation des inégalités sociales. Tandis que les écarts entre les groupes sociaux n'ont peut-être pas diminué pendant les décennies

d'après-guerre, ces groupes sociaux se sont élevés d'un ou même de plusieurs crans, dans une sorte d'« effet d'ascenseur » (*Fahrstuhleffekt*). Même l'individu le plus pauvre possède, en moyenne, bien plus que les générations précédentes, et peut choisir parmi un éventail individualisé d'options.

Le milieu social traditionnel a progressivement perdu de son influence : l'appartenance à une classe ou à une couche sociale n'est plus ressentie dans le monde vécu, et ne représente plus désormais qu'une simple donnée statistique. L'individu reste la dernière unité de production du social dans le cadre de l'expérience du monde vécu, contraint de devenir le centre de planification de sa propre trajectoire biographique, au risque sans cela d'être en permanence pénalisé. Les sujets sont « libérés » du rattachement à une classe ou couche sociale, ou à un rôle lié au genre, mais pour être soumis à de réelles contraintes résultant de l'organisation sociale.

Troisièmement, c'est là, selon Beck, que la société civile subpolitique fait son apparition, à un moment où les effets secondaires inattendus de la production industrielle font disparaître les frontières entre le politique et le non-politique. Le progrès scientifique et technologique se doit désormais de répondre aux impératifs sociaux de la légitimation et de la justification. Que le sujet soit le nucléaire ou le génie génétique, les experts doivent toujours être prêts à ce que de prétendus profanes apportent leurs savoirs alternatifs pour intervenir dans les débats. Le conflit écologico-social modifie par là l'ensemble du système de référence politique. Les distinctions obsolètes entre la gauche et la droite deviennent fragiles. La nouvelle Droite fait la promotion de la libération des forces avides et incontrôlées du marché et du progrès technologique accéléré, tandis qu'une nouvelle Gauche éclairée sur les questions écologiques adopte des principes conservateurs de préservation, en les appliquant à un envi-

ronnement naturel qui a toujours été exploité et socialisé. L'émergence de mouvements écologiques et de partis des Verts, en même temps que les changements programmatiques de même nature opérés par d'autres forces politiques, constituent des éléments nouveaux qui doivent être pris en compte à leur juste mesure, en ce qu'ils remettent en cause la frontière entre le politique et le non-politique.

Même si au cours de sa carrière, Ulrich Beck a parfois modifié les thèses centrales énoncées dans *La société du risque*, il les a en fait surtout *affinées*, et finalement, soutenues jusqu'à la fin. Alors que *La société du risque* était au départ peut-être un livre plutôt germanique, en particulier la section concernant l'individualisation des risques sociaux, Beck a rapidement entrepris d'étudier la société mondiale du risque qui était née de la globalisation des menaces écologiques. Beck s'est constamment opposé au « nationalisme méthodologique » qu'il considérait comme omniprésent dans le domaine de la sociologie. À sa place, il préconisait une perspective cosmopolitique, capable de prendre en compte les espaces transnationaux et la subpolitique transfrontalière, même dans le cadre des bouleversements complexes de la société mondiale du risque. Dans ses efforts pour formuler une théorie de la modernité réflexive qui permette de théoriser les sociétés contemporaines, Ulrich Beck a vite trouvé des alliés de premier plan, comme Anthony Giddens, Scott Lash et Bruno Latour.

Si nous devons faire un inventaire préliminaire des contributions de Beck, son approche sociologique du conflit écologico-social pourrait bien être l'aspect le plus convaincant de son travail. Ses délibérations sur la définition – et la connaissance – des risques écologiques, ainsi que son analyse du « pouvoir compensatoire du danger », restent totalement d'actualité. En effet, les risques associés au changement climatique occupent une place centrale dans la formula-

tion des batailles et dans les négociations politiques d'aujourd'hui. Ils peuvent bien sûr être temporairement mis de côté (comme c'est actuellement le cas dans le contexte de la crise de l'euro) mais ne manqueront pas de réapparaître avec encore plus de force sous la forme de bouleversements sociaux.

L'acquis durable de Beck est d'avoir identifié cette réalité et de l'avoir traduite en termes sociologiques. Il est vrai que son diagnostic d'un « capitalisme sans classes » est aujourd'hui remis en question par un véritable « retour des classes », à un moment où les différences de classes à l'intérieur des États deviennent plus prononcées alors même que se réduisent à l'échelle mondiale les déséquilibres économiques entre États. Les fractures sociales, la baisse des taux de croissance et les catastrophes écolo-

giques, transforment la « logique de la répartition des richesses » et la « logique de la répartition des risques » en facteurs renforçant mutuellement « l'effet tenailles » d'une crise économique et écologique. L'ascenseur social a été remplacé par une sorte d'effet d'ascenseur, ne permettant d'élever un groupe que *parce qu'il* renvoie vers le bas d'autres groupes.

Tandis qu'Ulrich Beck a clairement identifié ces phénomènes (qui incidemment confirment la constante pertinence de certains éléments des théories classiques sur le capitalisme), il n'avait pas la capacité ou la volonté d'analyser une formation des classes non traditionnelle. Cependant Beck avait un sens extraordinaire du *Zeigeist* (l'esprit du temps), des situations nouvelles et inattendues. C'est ainsi que récemment, en tant qu'européen cosmopolitique et dé-

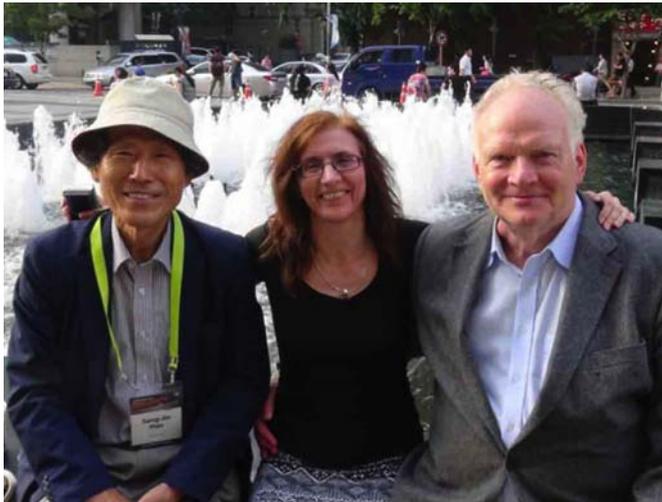
mocratique, Beck s'était élevé contre le « merkiavellisme » qui subordonne l'Europe du Sud à un perpétuel état de servitude, menaçant par là même l'idée européenne et sa mise en œuvre souvent imparfaite.

Ulrich Beck a laissé derrière lui un héritage intellectuel impressionnant. Sans lui, pour commencer, je ne serais sûrement pas devenu sociologue. Il nous a quittés beaucoup trop tôt, et sa perte laisse un vide qu'il sera impossible de combler. Il faudra du temps à la sociologie allemande et européenne ne serait-ce que pour réaliser ce que nous avons perdu avec Ulrich Beck. La théorie de la modernité réflexive en est un élément. Réaffirmer son potentiel original au service d'une pensée innovante peut être un moyen d'aborder et de continuer à développer l'héritage intellectuel d'Ulrich Beck. ■

Toute correspondance est à adresser à Klaus Dörre  
<[Klaus.Doerre@uni-jena.de](mailto:Klaus.Doerre@uni-jena.de)>

# > Ulrich Beck en Amérique latine

**Ana María Vara**, Université nationale de San Martín (Argentine) et membre du conseil d'administration du comité de recherche de l'ISA sur l'Environnement et la Société (RC24)



Ulrich Beck aux côtés d'Ana Vara et de Sang-Jin Han.

**C**omment mesurer l'impact du travail d'Ulrich Beck en Amérique latine ? Un travail qui associe de manière aussi subtile et profonde les êtres humains, l'environnement et le savoir techno-scientifique, rencontre un écho évident auprès des citoyens et des spécialistes en sciences sociales du sous-continent le plus souvent identifié à sa nature et à sa poursuite effrénée de l'industrialisation.

Il existe une profonde affinité entre la notion de société du risque telle que Beck l'a développée pendant 30 ans dans ses écrits, et la réflexion sur la position de dépendance de l'Amérique latine que des écrivains et intellectuels latino-américains commencèrent à élaborer au début du XX<sup>e</sup> siècle. Avec l'objectif de faire connaître la situation néocoloniale des pays latino-américains après leur indépendance, ce discours dénonçait l'exploitation vorace des ressources naturelles menée sous le couvert du progrès – entre les mains d'investisseurs étrangers et avec la complicité des élites locales. C'est désormais une opinion communément acceptée, qu'on retrouve dans des théorisations comme celle de la « théorie de la dépendance » des années 1970, ou dans les analyses actuelles de « l'extractivisme » et du « néo-extractivisme ». À défaut d'une correspondance directe entre les théorisations de Beck et ce discours, on peut parler d'un dialogue qui les éclaire mutuellement, et dont je voudrais rappeler ici les principaux éléments.

La caractérisation fondamentale du risque par Beck comme une conséquence indirecte et inévitable du « développement techno-économique » (2001 pour l'édition française, 1986 pour l'édition originale en allemand) met en relief l'ambivalence de ce processus et sa nature double. Pour reprendre les mots de Beck, les « maux » qui découlent des « biens » de l'industrialisation sont particulièrement manifestes sur ces terres d'Amérique latine qui fournissent les ressources naturelles alimentant ce processus, avec les conséquences sociales et environnementales qui s'ensuivent. Et le problème de la distribution des risques est également plus manifeste et moralement plus pesant dans une région du monde marquée par les inégalités. En ce sens, la théorisation de Beck constitue une contribution essentielle à la compréhension de phénomènes déjà anciens dans notre région.

De plus, *La société du risque* a été essentiellement perçue en Europe et aux États-Unis comme un travail sur la nature « démocratique » du risque, qui mettait en avant l'impossibilité de délimiter des frontières susceptibles de contenir les pluies acides ou le nuage radioactif de Tchernobyl. Au contraire, Beck était depuis le début conscient du rapport qui existait entre risque et pouvoir, et de l'inégale répartition des risques à l'intérieur des pays et entre les pays. Rappelant le souvenir de la catastrophe de Bhopal en Inde, et le degré extrême de pollution de la ville de Villa Parisi au Brésil, il notait :

Le processus de nivellement mondial des situations de menace ne doit pas nous cacher l'existence de *nouvelles inégalités sociales au sein même* de l'exposition au risque. Ces inégalités se font jour essentiellement là où se *recourent* les situations de classes et les situations de risques à l'échelle internationale : le prolétariat de la société mondiale du risque habite au pied des cheminées d'usine, à côté des raffineries et des usines chimiques des centres industriels du tiers-monde. (2001, italique dans l'original)

Pourtant, Beck semblait au départ penser que les risques imposés étaient acceptés aveuglément par les habitants des pays en voie de développement comme le prix à payer pour le développement : « Pour eux, les installations sophistiquées des usines chimiques, avec leurs imposants tuyaux et citernes, sont les symboles cher payés du succès » (2001). Or l'étude du discours qui s'est développé en Amérique latine au cours du XX<sup>e</sup> siècle montre au contraire que les projets de ce type ont très tôt rencontré une forte opposition.

En 1930, déjà, Nicolás Guillén (qui plus tard allait devenir le poète officiel de la révolution cubaine) écrivait dans son poème « Canne à sucre » :

L'homme noir  
à côté du champ de canne.  
Le yankee  
au-dessus du champ de canne.  
La terre  
Sous le champ de canne.  
Notre sang qui s'écoule !

Il dénonçait par là les modes de production, destructeurs pour la société et l'environnement, adoptés par les grands producteurs nord-américains de canne à sucre présents sur le sol cubain à cette époque.

Jusqu'ici, il a été question de la production et de la distribution des risques. Mais la *définition* même des risques constitue un autre apport fondamental de Beck à la compréhension de ces phénomènes en Amérique latine. Qui détient le pouvoir de définir ce qui constitue un risque ? Car ceux qui contrôlent les « relations de définition » sont également en position de tirer avantage de leur pouvoir. Au sujet de « l'inégalité des risques mondiaux » au sein de la société mondiale du risque, Beck écrivait :

Quiconque souhaite mettre au jour les relations entre risque mondial et inégalités sociales doit révéler l'ensemble des règles qui régissent le concept de risque. Le risque et les inégalités sociales, en fait, le risque et le pouvoir, sont les deux facettes d'une même réalité. Le risque suppose une décision, et donc un décideur, et produit une asymétrie radicale entre ceux qui prennent [les décisions], définissent le risque et en tirent avantage, et ceux auxquels [ces décisions] sont destinées, qui doivent subir les *effets secondaires imprévus* des

décisions prises par d'autres, peut-être même payer de leur vie pour celles-ci, sans avoir eu la possibilité de participer au processus de prise de décision. (2014)

Cette situation est-elle susceptible de changer ? Ceux qui n'ont pas de pouvoir pourraient-ils à l'avenir être écoutés, pour que l'Amérique latine en finisse avec les conditions néocoloniales dans lesquelles certains phénomènes se produisent encore aujourd'hui ? Dans les derniers articles qu'il a publiés, Beck soutenait qu'une « métamorphose du monde » est actuellement à l'œuvre en raison des « effets secondaires positifs des maux ». Ceci implique « des changements d'une ampleur qui dépasse notre imagination » et découle essentiellement du changement climatique et de la façon dont il nous a changés : « notre manière d'être dans le monde, notre manière de réfléchir sur le monde, notre manière d'imaginer et de faire de la politique » (2015a).

Quoiqu'il insistât sur les différences entre la théorie de la « dépendance » et celle de la « cosmopolitisation », Beck formulait cette mise en garde :

La métamorphose, en principe, est inachevée, inachevable, ouverte, et pourrait être réversible. Même si les relations de pouvoir se sont ouvertes, même s'il y a une plus grande (anticipation de l') égalité et distribution symétrique des dépendances, cela signifie-t-il que les liens cosmopolitiques *ne peuvent pas* être à nouveau instrumentalisés par des stratégies néo-impérialistes ? Non, certainement pas. La cosmopolitisation n'est pas unidirectionnelle. Elle contient donc la possibilité d'un renforcement des structures de pouvoir impérialistes. (2015b)

Beck reconnaissait que ses idées sur ce qu'il appelait la « métamorphose du postcolonialisme », n'étaient « pas abouties » (*Ibid.*). Si ce travail de réflexion a été interrompu par sa disparition soudaine, en Amérique latine, des sociologues et des citoyens ordinaires n'en continueront pas moins d'apprendre à son contact. Il est révélateur que nombre de ses livres (comme *Weltrisikogesellschaft*, *Fernliebe* écrit avec Elisabeth Beck-Gernsheim, et *Das deutsche Europa*) aient été traduits en espagnol avant même d'être traduits en anglais. Beck était un érudit et un intellectuel engagé dans le débat public – un type de figure intellectuelle particulièrement apprécié en Amérique latine, et une raison supplémentaire pour nous de l'admirer. ■

Toute correspondance est à adresser à Ana María Vara <[amvara@yahoo.com.ar](mailto:amvara@yahoo.com.ar)>

## Références

- Beck, U. (2001 pour la première édition en français) [1986 pour l'édition originale en allemand] *La Société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Aubier.
- Beck, U. (2014) (éd.) *Ulrich Beck. Pioneer in Cosmopolitan Sociology and Risk Society*. Londres : Springer.
- Beck, U. (2015a) "Emancipatory catastrophism: What does it mean to climate change and risk society?" *Current Sociology* 63(1): 75-88.
- Beck, U. (2015b) "Author's reply." *Current Sociology* 63(1): 121-125.

# > L'influence d'Ulrich Beck en Asie de l'Est<sup>1</sup>

**Sang-Jin Han**, Université nationale de Séoul (Corée du Sud), et ancien membre du conseil d'administration du comité de recherche de l'ISA sur les Classes sociales et les Mouvements sociaux (RC47)



*S'efforçant de réagir positivement après le naufrage tragique du Sewol en Corée du Sud, Beck a fait observer qu'une « mauvaise » chose pouvait parfois avoir involontairement de « bonnes » conséquences : une plus grande attention aux problèmes liés à la sécurité et une incitation à débattre de l'irresponsabilité organisée du gouvernement.*

L'intérêt du public se forme dans le cadre du raisonnement discursif ainsi que sous l'influence des processus historiques de changement social. On peut ainsi rendre compte de l'influence d'Ulrich Beck en Asie de l'Est – en particulier en Chine, au Japon et en Corée du Sud – en dressant un tableau de la région telle qu'elle est aujourd'hui, avec ses problèmes et ses potentialités, et en examinant non seulement la perception actuelle des risques par la population mais aussi les raisons pour lesquelles la sensibilité concernant le futur y est aujourd'hui particulièrement aiguë.

L'Asie de l'Est figure comme l'histoire la plus réussie de la modernisation de l'après-guerre, une réussite exceptionnellement « compressée », lourde de conséquences et porteuse de changement, qui a contribué à redonner fierté et confiance en soi à la population. Mais les conséquences indirectes de cette modernisation accélérée menée par des États développementalistes bureaucratiques et autoritaires ont pénétré tous les aspects de la vie des citoyens. Résultat, les bienfaits de la « modernité compressée » apparaissent souvent aussi remarquables que les risques sont catastrophiques, et souvent notre atten-

tion passe brutalement des zones de lumière aux zones d'ombre du développement.

Malgré l'impérialisme culturel de l'Occident, les traditions normatives d'Asie de l'Est, telles que le confucianisme, le taoïsme et le bouddhisme, demeurent intactes. En attirant l'attention sur les risques potentiellement mortels de la mondialisation capitaliste, ces traditions à l'origine plutôt conservatrices ont, paradoxalement, commencé à éveiller dans l'opinion publique une critique de la société du risque en tant que violation grave de la dignité humaine, de la coexistence et des politiques humanistes (c'est-à-dire axées sur les personnes).

On peut clairement identifier trois explications à la popularité de Beck dans la région est-asiatique. En premier lieu, la notion de société du risque y a été perçue comme profondément réaliste, comme sont venues l'illustrer des catastrophes comme l'accident nucléaire de la centrale de Fukushima Daiichi en 2011, la tragédie du naufrage du ferry Sewol en Corée en 2014, ou les tempêtes de « sable jaune » – ces tempêtes de poussière chargées de substances polluantes qui s'abattent régulièrement sur Pékin. En deuxième lieu, Beck, en plus d'un exposé des risques, propose une nouvelle vision pour l'avenir, à savoir la modernisation réflexive ou seconde modernité. Cette vision répond à la recherche est-asiatique d'une identité propre et d'un avenir meilleur qui ne se contente pas de reproduire la modernité occidentale. En troisième lieu, le plaidoyer de Beck en faveur d'une approche participative de la gouvernance du risque est stimulant dans la mesure où cette approche se démarque à la fois du modèle traditionnel de gouvernance étatique et de l'approche technologique de la gestion des risques.

La visite de Beck à Séoul en juillet 2014 a donné la mesure de la reconnaissance publique dont il bénéficiait et de l'étendue de son influence. Dans un pays qui se remettait à peine du naufrage du Sewol intervenu en avril, l'incompétence du gouvernement face à cette tragédie qui

&gt;&gt;

s'était soldée par des centaines de morts (dont de nombreux lycéens partis en voyage scolaire) a provoqué l'émoi et l'indignation parmi la population. C'est dans ce climat que Beck a donné une conférence publique dans une salle pleine à craquer du Centre de Presse coréen. S'il s'est essentiellement centré sur le changement climatique, Beck a cependant eu des mots de réconfort à l'attention de son auditoire, en présentant les revendications des citoyens comme pouvant être un catalyseur pour le changement. Il fit remarquer que la terrible tragédie du Sewol avait permis d'attirer l'attention sur les questions liées à la sécurité et de lancer le débat sur l'irresponsabilité organisée du gouvernement, donnant à entendre qu'une « mauvaise » chose pouvait parfois et de manière inattendue avoir de « bonnes » conséquences.

Plus tard, Beck a rejoint le forum inaugural du MeTTA (Seoul's Megacity Think Tank Alliance) organisé sur le thème « Beyond Risk toward Safe City » (« Dépasser le risque pour une ville sûre »). Dans une intervention à la mairie de Séoul retransmise en direct à la télévision, Beck a souligné l'importance d'une nouvelle vision pour un changement de politique :

Nous connaissons déjà tous les problèmes communs à l'Asie de l'Est. Les nations sont interconnectées [...] mais s'affrontent sur des problèmes historiques. Si ces nations ne parviennent pas à créer une union pour l'Asie, alors il n'y a aucune raison pour que les villes asiatiques ne puissent pas prendre le relais [...]. Des villes comme Séoul ont la capacité d'évoluer vers un modèle de « villes unies » – à défaut de nations unies. Les villes se cosmopolitisent, et les grandes métropoles « globales » deviennent de plus en plus cosmopolitiques [...]. Il s'agit là d'un point de départ pour une coopération interurbaine.

La société coréenne a été bouleversée par le brusque décès de Beck, et tous les médias, autant conservateurs que progressistes, lui ont rendu hommage. Le maire de Séoul, Park Won-Soon, a exprimé ses condoléances en déclarant : « Je m'efforcerai de faire de Séoul une ville modèle capable de surmonter, au travers de la participation citoyenne et la coopération interurbaine, les nombreux risques contre lesquels M. Beck nous a mis en garde ». Le professeur Kim Mun-Jo (Université de Corée) lui a rendu hommage dans le quotidien *The JoongAng Ilbo*, tandis que la professeure Hong Chan-Sook (Université nationale de Séoul) a écrit un article dans *The Kyunghang Shinmun*, exprimant sa gratitude en tant qu'ancienne élève de Beck à Munich : « Il était toujours prêt à offrir son aide et des mots d'encouragement à une élève comme moi qui était venue d'un pays oriental lointain et mal connu ».

Dans le quotidien *The Hankyoreh*, j'ai décrit Beck comme le chercheur occidental le plus chaleureux et passionné que j'aie jamais rencontré. À la demande du maire de Séoul, Beck avait accepté de lancer un « Projet Séoul » de gouver-

nance participative des risques à l'horizon janvier 2015, un projet pour lequel il avait exprimé beaucoup d'enthousiasme dans notre dernier échange sur Skype le 22 décembre dernier. Beck proposait même un « Parlement pour les acteurs du risque en Asie de l'Est », une idée qu'il avait empruntée à Bruno Latour à la suite d'un atelier début décembre à Paris. Ce mois de mars, à l'occasion de la conférence de lancement du Projet Séoul, le célèbre moine Myoung Jin, que Beck et sa femme avaient rencontré lors d'une précédente visite à Séoul en 2008, a organisé une cérémonie en hommage à sa mémoire.

Au Japon, Beck s'est d'abord fait connaître dans le domaine de la sociologie environnementale, avant que sa notion d'individualisation ne connaisse, au début des années 2000, un succès croissant. Mais Beck a surtout acquis une notoriété après la catastrophe nucléaire de Fukushima : dans un entretien de 2011, il a précisé sa pensée sur la nature du risque, mais il a aussi exhorté les citoyens japonais à s'impliquer et à empêcher l'industrie et les professionnels de monopoliser les décisions.

L'impact qu'a pu avoir sa théorie de la société du risque au Japon après Fukushima a fait écho à l'impact qu'elle a eu dans le monde au lendemain de Tchernobyl. À la mort de Beck, les grands quotidiens nationaux – comme *Asahi Shimbun*, *Nihon Keizai Shimbun*, *Mainichi Shimbun*, *Yomuri Shimbun*, *Sankei Shimbun* – ainsi que de nombreux journaux locaux, lui ont rendu hommage en mettant en avant ses réalisations. Le Professeur Munenori Suzuki (Université Hosei), proche collaborateur de Beck, l'a décrit comme « un géant intellectuel à l'esprit ouvert qui a interrogé la notion de risque ».

En Chine, Beck était sans doute moins connu du grand public, mais il était très présent dans le milieu universitaire : pas moins de 8.000 articles de revues spécialisées chinoises font mention de Beck et de la société du risque. Et bien qu'il soit moins connu du public, la nouvelle de sa mort a été annoncée dans les principaux quotidiens et médias chinois. Dans un article pleine page du *Wenhui Daily* intitulé « Quatre mots-clés de la théorie de la société du risque de Beck », le Professeur Sun Guodong (Université Fudan) a résumé la contribution de Beck à partir des mots-clés « seconde modernité, réflexivité, subpolitique, cosmopolitisme », tandis que le Professeur Wu Qiang (Université Tsinghua) a écrit un article sur Beck pour le *New Century Magazine*. De nombreux universitaires ont consacré des entrées à Beck dans leurs micro-blogs sur Weibo (l'équivalent chinois de Twitter). Comme au Japon et en Corée, la nouvelle de la mort de Beck a été accueillie en Chine avec une profonde tristesse. ■

Toute correspondance est à adresser à Sang-Jin Han <[hansjin@snu.ac.kr](mailto:hansjin@snu.ac.kr)>

<sup>1</sup> L'auteur tient à remercier Sae-Seul Park, le Professeur Midori Ito, Mikako Suzuki, le Professeur Yulin Chen et Zhifei Mao pour avoir contribué à réunir les informations nécessaires pour la Corée, le Japon et la Chine.

# > Influences diverses d'Ulrich Beck en Amérique du Nord

**Fuyuki Kurasawa**, Université de York, Toronto (Canada), et membre du conseil d'administration du comité de recherche de l'ISA sur la Théorie sociologique (RC16)



Ulrich Beck au Congrès mondial de Sociologie de l'ISA de 2014 à Yokohama.

**É**tant donné l'engagement indéfectible d'Ulrich Beck en faveur du cosmopolitisme – quelque chose qu'il n'a pas seulement théorisé, mais vécu et profondément éprouvé – il peut sembler approprié qu'un article en hommage à l'influence qu'il a eue sur la sociologie nord-américaine soit écrit par un sociologue nippon-franco-canadien. J'ai rencontré Beck pour la première fois lors de son passage à Toronto au milieu des années 2000, alors que je connaissais depuis longtemps son travail. Je me souviens très bien de sa fascination pour la modernité architecturale de Toronto (dont l'hôtel de ville conçu par l'architecte finlandais Viljo Revell est l'un des fleurons) et son enthousiasme pour le pluralisme ethnoculturel de la ville – Toronto étant l'un des laboratoires sociaux les plus intéressants au monde pour l'étude de la diversité. Ces thèmes étaient bien sûr au cœur des centres d'intérêt intellectuels de Beck, mais j'ai découvert en discutant avec lui dans les rues de la ville, que, au-delà de leur résonance intellectuelle, la modernisation réflexive et le cosmopolitisme étaient pour lui des questions concrètes du quotidien.

Si l'on veut évaluer l'impact de Beck en Amérique du Nord, il est nécessaire de faire la distinction entre au moins trois univers sociologiques tant sur le plan territorial qu'intellec-

tuel. C'est sur la sociologie québécoise de langue française que son influence est sans doute la plus importante – ce qui n'est pas surprenant, vu les liens historiques de celle-ci avec la pensée sociologique européenne. Plusieurs des principaux concepts et idées directrices de Beck servent de référence aux principaux sociologues québécois, qui ont eu recours aux notions de société du risque et de modernisation réflexive dans leurs écrits sur la modernité et la postmodernité (Michel Freitag, Joseph Yvon Thériault), sur la montée de l'individualisation (Daniel Dagenais), et à la notion de cosmopolitisme de Beck pour traiter des pratiques trans-culturelles panaméricaines (Jean-François Côté). De fait, la revue québécoise de sociologie la plus connue, *Sociologie et sociétés*, a consacré en 2012 un numéro spécial au cosmopolitisme, en prenant comme référence les écrits de Beck.

Le deuxième univers sociologique nord-américain est formé par la sociologie anglo-canadienne – dont la place se situerait à l'intersection des pôles sociologiques européen et américain – qui se caractérise par un traitement modéré de l'œuvre de Beck. Bien que ses écrits soient peut-être moins connus au Canada anglophone qu'au Québec, ils ont quand même influencé au moins trois sous-domaines de la sociologie : la sociologie de la sécurisation et de la surveillance, en particulier pour ce qui concerne les liens entre les nouveaux régimes de sécurité et l'évaluation des risques (David Lyon, Sean P. Hier, Daniel Béland) ; la sociologie environnementale, à travers des études de cas de gestion publique institutionnalisée des problèmes locaux liés au risque (Harris Ali) ; et la politique économique canadienne, en particulier pour tout ce qui touche l'emploi précaire (Leah Vosko).

La sociologie des États-Unis, de loin la plus vaste des trois zones nord-américaines, est celle où l'œuvre de Beck a laissé l'empreinte la moins importante. L'exception américaine est particulièrement frappante si on la compare à l'influence de Beck en Europe, en Asie, ou en Amérique du Sud (ce dont témoignent les autres articles publiés dans ce numéro de *Dialogue Global*). On pourrait être tenté de recourir à la confrontation habituelle et plutôt facile entre l'empirisme américain et le théoricisme européen pour expliquer cette anomalie, mais d'autres facteurs plus importants sont en jeu. D'un point de vue institutionnel, aucun réseau de col-

>>

laborateurs ou de disciples de Beck localisés aux États-Unis n'a diffusé ses idées par le biais des départements (de Michigan, Wisconsin, Chicago, Berkeley, Harvard, etc.) ou revues (*American Journal of Sociology*, *American Sociological Review*, etc.) de sociologie les plus influents aux États-Unis. En outre, au lieu de rechercher un cadre d'analyse unifié, Beck préférait rédiger des articles de type « essais », qui lui permettaient de développer un appareil conceptuel capable de réagir face à des situations socio-historiques en évolution constante. Par conséquent, ses concepts n'étaient pas aisément rendus opérationnels pour des recherches empiriques précises et détaillées dans différents domaines de la vie en société. À ce titre, sa présence plutôt discrète parmi les cercles de sociologues américains rappelle celle de Zygmunt Bauman ; l'impact limité de ces deux penseurs contraste fortement avec la présence quasi-sacrée de Bourdieu. De plus, pour reprendre l'influente taxonomie de Michael Burawoy, Beck était un représentant traditionnel de la sociologie publique, dont le travail ne s'adapte pas vraiment aux contraintes de la sociologie académique américaine. Son activité intellectuelle publique – comme récemment, ses critiques à l'encontre de la chancelière allemande Angela Merkel (ou comme Beck la surnommait, « Merkiavel ») et de son projet d'une Europe germano-centrée – n'était pas très connu aux États-Unis, bien qu'il reflêtât un type de sociologie axée sur l'engagement public et les politiques publiques que Michael Burawoy, Orlando Patterson, Michèle Lamont et d'autres éminents sociologues basés aux États-Unis appellent de leurs vœux.

Mais en même temps, on retrouve l'influence de Beck dans de nombreux secteurs de la sociologie américaine. Des personnalités majeures, dont Jeffrey C. Alexander, Craig Calhoun et Saskia Sassen, ont traité de ses écrits, tandis que la notion de société du risque est devenue aux États-Unis un axe majeur de la sociologie environnementale et de certains courants de la sociologie des sciences et des technologies (en particulier ceux traitant de la gestion organisationnelle du risque et de la politique en matière de risque technoscientifique). Curieusement, l'appel de Beck en faveur d'un cosmopolitisme méthodologique a été pris en compte avant la lettre dans les analyses sociologiques féministes américaines de la structure intersectionnelle de la domination, par les théoriciens des systèmes-monde, les spécialistes de sociologie historique comparative qui étudient les civilisations et les empires, les ethnographes du monde entier et les sociologues politiques qui étudient les « politiques contestataires » transnationales, entre autres. Cela pour dire qu'une affinité implicite – souvent insoupçonnée – se développe depuis des années entre la critique de Beck du nationalisme méthodologique et certains des courants les plus dynamiques de la sociologie aux États-Unis.

Pour poursuivre son œuvre, je proposerais quatre thèmes de recherche qui s'ordonnent autour de ses centres d'intérêt. Le premier examinerait les implications socio-poli-

tiques des cycles toujours plus resserrés d'émergence des risques à l'échelle mondiale. Il s'agirait notamment de chercher à comprendre les processus hautement sélectifs qui conduisent les organismes à décréter de manière tant symbolique que politique, que certaines évolutions représentent des risques qu'il faut traiter en urgence (par exemple le terrorisme) et à en négliger d'autres (par exemple la pauvreté systémique ou la violence structurelle). En deuxième lieu, nous devrions mettre au premier plan l'impact des forces qui opèrent à l'échelle mondiale sur les phénomènes sociaux – quelle que soit l'échelle d'analyse utilisée – de façon à problématiser, plutôt que de tenir pour acquis, notre objet d'étude qui porte sur les caractéristiques du « social ». En troisième lieu, nous devrions essayer de mieux comprendre le fonctionnement des acteurs et des institutions qui présentent des projets collectifs égalitaires et culturellement pluralistes favorables au cosmopolitisme, mais qui, de façon tout aussi importante, prennent en compte les forces anti-cosmopolitiques et chauvines qui ont une présence non négligeable dans la société civile à l'échelle mondiale. En quatrième lieu, nous pourrions réunir des données et des outils méthodologiques qui ne prennent pas uniquement et implicitement l'État-nation comme unité d'analyse par défaut, afin de pouvoir comparer et différencier les phénomènes, les acteurs et les institutions au niveau supra- ou sub-national (par exemple au niveau des villes, des régions, ou des entreprises transnationales).

J'ai rencontré Beck pour la dernière fois en décembre dernier (2014), à l'occasion d'un atelier à Paris sur les données et les méthodes de recherche cosmopolitiques où il m'a parlé avec beaucoup d'enthousiasme de son prochain livre, *La Métamorphose du monde*. Il le considérait comme son œuvre maîtresse, un plaidoyer pour une nouvelle vision sociale et scientifique du monde, et un nouveau cadre de référence qui permette d'analyser les changements métamorphiques auxquels nous assistons aujourd'hui. Ce n'était que la dernière de ses idées visionnaires, et une preuve supplémentaire de la dimension de sa créativité intellectuelle. Le dernier soir après l'atelier, j'ai dîné avec un ami dans un petit restaurant traditionnel, le genre d'établissement qui est en train de disparaître des quartiers du centre de Paris. Au moment de quitter le restaurant, nous nous sommes rendus compte que Beck et sa femme, Elisabeth Beck-Gernsheim – elle-même une sociologue de premier ordre – étaient juste devant nous et avaient donc probablement dîné au même endroit. Nous n'avons pas voulu les déranger, mais nous avons pu les apercevoir fugitivement, marchant main dans la main, disparaître dans la froide et brumeuse nuit parisienne. Ce sera mon dernier souvenir d'Ulrich Beck, un homme d'une haute qualité intellectuelle et d'une grande douceur, qui parcourait les rues de notre monde social. Son décès est une grande perte pour moi personnellement, pour la sociologie, et pour les sciences sociales dans leur ensemble. ■

Toute correspondance est à adresser à Fuyuki Kurasawa <[kurasawa@yorku.ca](mailto:kurasawa@yorku.ca)>

# > Irlande :

## Le chemin du désastre économique

Seán Ó Riain, Université nationale d'Irlande à Maynooth (Irlande)

**D**ans les années 90, la croissance accélérée de l'Irlande lui avait valu dans le monde entier le surnom de « Tigre celtique ». En dehors du boom des exportations stimulé par les investissements étrangers qui faisait les gros titres dans la presse, il y avait surtout une très forte croissance de l'emploi dans un pays historiquement marqué par un fort taux de chômage et d'émigration. À la fin de l'époque d'essor économique des années 90, la société irlandaise disposait ainsi de ressources jusqu'alors inimaginables – une richesse qui était à la fois économique, institutionnelle et culturelle. L'économie irlandaise avait été consolidée, d'importantes avancées avaient été réalisées en termes de développement, et le pays était en passe de se libérer du fardeau du remboursement d'une dette nationale colossale héritée des années 80.

Et pourtant, en 2008, toutes ces ressources semblaient être parties en fumée, comme pulvérisées par la crise financière. L'enfant modèle du libéralisme économique international des années 90 n'était plus qu'un récit édifiant montrant où pouvait mener le capitalisme à l'attention de ses disciples les plus imprudents.

Comment un tel retournement de situation a-t-il pu se produire ? Trois des grands mots d'ordre du capitalisme contemporain – financiarisation, intégration internationale et politique économique « libérale » – se sont conjugués pour faire de la crise irlandaise une crise d'une ampleur particulière. Premièrement, la croissance rapide des années 90 s'était appuyée sur les investissements productifs dans de nouvelles industries, avec le soutien d'agences nationales de développement très actives ; mais dans les années 2000, l'essor de la spéculation immobilière accompagné de crédit bon marché et d'un emballement spéculatif de l'immobilier résidentiel et commercial ont conduit à l'éclatement de la bulle immobilière ; ce qui a fini par entraîner une débâcle bancaire, et une dette bancaire considérable qui a été reconvertie en dette publique.

Deuxièmement, les changements opérés dans la politique d'intégration financière européenne avaient porté la financiarisation de l'Irlande à des niveaux dangereux. Dans les années 90, les fonds publics européens ont financé une bonne partie des investissements irlandais. Dans les années 2000, en revanche, des afflux massifs de prêts privés ont dominé l'économie, et les banques irlan-

daises se sont retrouvées lourdement endettées auprès des bailleurs internationaux. L'Union européenne a décidé alors d'œuvrer en faveur du renforcement de l'intégration financière – notamment avec la création de l'euro comme monnaie unique – au moment même où de nombreux gouvernements et la Commission européenne réduisaient l'investissement social et en capital. L'Europe, qui autrefois avait massivement investi dans l'avenir, spéculait désormais dessus.

Troisièmement, la politique nationale qu'a menée l'Irlande a contribué à ce que les pressions exercées par la financiarisation internationale se transforment en désastre pour le pays. Le gouvernement en place à la fin des années 90 a opéré une combinaison dangereuse de populisme et de néolibéralisme : pratiquement tous les impôts existants ont été supprimés, tandis que l'État est devenu de plus en plus dépendant d'un impôt sur les ventes de biens immobiliers pour financer l'augmentation des dépenses publiques. Lorsque la bulle du crédit et la bulle immobilière ont éclaté avec la crise de 2008, l'Irlande s'est retrouvée avec un immense déficit de ses finances publiques – qu'elle a cherché à combler en opérant un revirement complet au moyen de fortes hausses d'impôts et d'une réduction drastique des dépenses publiques.

L'expérience de l'Irlande fournit quelques enseignements importants sur le libéralisme économique d'aujourd'hui. Souvent classées dans la branche « libérale » anglo-américaine du capitalisme, certaines caractéristiques du cas irlandais sont bien connues : baisser l'impôt sur les plus-values et offrir des réductions d'impôts sur le revenu pour stimuler les investissements, s'en remettre au marché boursier comme régulateur, privilégier une réglementation bancaire « allégée », et limiter la capacité d'intervention de l'État ne serait-ce que pour recueillir des informations sur les activités des banques – tous ces « mécanismes de marché » déterminants et bien connus, ont directement contribué à la désastreuse faillite de l'Irlande.

Bien entendu, d'autres éléments sont également entrés en ligne de compte. Le mode de gouvernement fortement centralisé de l'Irlande, en dotant une poignée de « super-ministres » d'un pouvoir considérable, a favorisé une vision étroite du développement économique tout en affaiblissant la gouvernance démocratique. La politique budgétaire qui a fait monter la bulle spéculative toujours plus haut tout



en réduisant l'assiette nationale de l'impôt a jeté les bases de l'austérité à venir. En faisant le choix d'un État providence qui privilégie les prestations en argent plutôt que les services publics pour tous, le gouvernement a détourné la population du soutien à l'action sociale. Tous ces éléments sont des facteurs politiques qui ont eu des répercussions considérables. Mais tous caractérisent aussi le monde « libéral » du capitalisme. Les économies libérales anglo-américaines tendent à avoir des organisations publiques et privées plus hiérarchisées et à accorder davantage de pouvoir aux partis qui gouvernent ; elles ont tendance à enregistrer des déficits budgétaires et à privilégier les prestations liées aux revenus plutôt que les services pour tous. Il se peut que ces caractéristiques ne soient pas celles des « marchés », mais elles sont néanmoins très courantes dans les régimes capitalistes libéraux – et sont par conséquent des points communs du libéralisme tel qu'il existe concrètement.

Plus de six ans après sa faillite, l'économie irlandaise montre aujourd'hui les signes d'une fragile et inégale récupération. En témoignent notamment la croissance de l'emploi, l'augmentation des recettes fiscales en même temps qu'une réduction du déficit budgétaire. Pourtant, la capacité de l'Irlande à aller de l'avant est aujourd'hui menacée par les trois tendances qui ont précisément contribué à sa faillite. Tandis que les banques ne prêtent plus à tout va comme elles l'avaient fait dans le passé, elles octroient peu de crédit aux entreprises, et ce n'est que tout récemment qu'a finalement été créée une banque publique d'investissement promise de longue date. À la fois le secteur financier et le secteur immobilier sont à nouveau favorisés

**“L'Europe, qui autrefois avait massivement investi dans l'avenir, spéculait désormais dessus”**

comme des secteurs porteurs de croissance, de telle sorte que la hausse des loyers et des prix pèsent lourdement sur les ménages et les petites entreprises.

Parallèlement à cette re-financialisation qui émerge à nouveau, les politiques adoptées par la zone euro ont été notoirement inappropriées. On peut ne pas s'étonner que les dirigeants européens aient défendu « l'austérité » sachant que même les social-démocraties ont toujours voulu éviter d'avoir des déficits budgétaires et de se soumettre à l'influence des marchés financiers internationaux. Mais on peut trouver étonnant que ces mêmes social-démocraties aient systématiquement rejeté toutes les initiatives sérieuses visant à compenser les coupes actuelles dans les dépenses publiques par de grands plans d'investissement destinés à stimuler la croissance et le bien-être social. Le plan d'investissement en cours, qui transite par des organismes publics, représente peu de chose face à une nouvelle vague d'« assouplissement quantitatif » (*quantitative easing* en anglais, ou QE) qui introduit en masse des fonds dans la finance privée.

Enfin, l'actuel gouvernement irlandais s'empresse à nouveau de baisser les impôts – une mesure qui fait évidemment recette auprès d'une population en grande difficulté. Ceci met en évidence l'ampleur de la tâche pour tous ceux qui s'opposent aux actuelles politiques d'austérité irlandaises et européennes. Contrairement à une idée répandue, l'équilibre budgétaire n'a pas été une stratégie des tenants de l'économie libérale en Europe, mais celle des sociaux-démocrates de l'Union européenne. Ceux-ci ont tenté de mettre en avant une solidarité sociale par le biais d'un contrat social fondé sur des taux d'emploi élevés, des services sociaux développés et des salaires égalitaires – le tout dans une enveloppe protectrice budgétaire marquée par la prudence. Aujourd'hui, l'Irlande et l'Europe mettent l'accent sur l'enveloppe, et elle comprend bien peu de protection sociale. Il est grand temps de retrouver l'ancien projet social-démocrate, qui suppose prudence, protection sociale et activité productive au plan économique et social – une conception trop longtemps marginalisée dans les débats sur la politique de l'Union européenne. ■

Toute correspondance est à adresser à Seán Ó Riain <[Sean.ORiain@nuim.ie](mailto:Sean.ORiain@nuim.ie)>

# > De la défense de la sphère publique

Mary P. Corcoran, Université nationale d'Irlande à Maynooth (Irlande)



*Les jardins familiaux de la banlieue de Dublin sont un exemple parmi d'autres des initiatives d'une société civile en pleine mutation. Photo : Mary Corcoran.*

**À** l'instar de ce qui s'est passé dans d'autres démocraties libérales, la sphère publique institutionnelle – celle qui assure les biens et les services publics, l'enseignement public et les médias du service public – a régressé en Irlande. Parallèlement, ce que j'appelle la « sphère publique interstitielle » – tout ce qui passe inaperçu, les activités et les pratiques qui traduisent le caractère public et l'esprit civique – apparaît de plus en plus présente à un moment où la société irlandaise est en train de sortir d'années d'austérité. On peut imaginer une République d'Irlande réformée où les valeurs en train de se cristalliser dans la sphère publique interstitielle gagneraient la sphère publique institutionnelle, obligeant à un

rééquilibrage des rapports entre le marché, l'État et la société civile.

La sphère publique officielle a subi une série de revers, avec la suppression de ressources substantielles et l'exposition à d'incessantes critiques. On a là, pour reprendre les mots de J.K. Galbraith, le résultat de 30 ans « de prospérité privée et de misère publique ». Les professionnels de santé, les enseignants et les fonctionnaires sont la cible de violentes attaques de la part des responsables politiques, des promoteurs du secteur privé et des médias. L'analyse d'Anthony Cawley sur le traitement accordé par les médias au secteur public en Irlande entre 2008 et 2010 est à cet égard instructive. Il met en effet en évidence comment les médias ont représenté le secteur public par opposition au secteur privé, en faisant habituellement référence au secteur public en termes de « coût », de « fardeau » et de « dé-

penses » tandis que le secteur privé était surtout associé à des termes comme « investissement » et « création de richesses ». Nous nous sommes à ce point habitués à cette stratégie de polarisation qu'elle est pratiquement passée inaperçue.

Durant les années qui ont précédé la crise, l'Irlande a subi une reconfiguration au moyen d'une financiarisation et d'une marchandisation du pays. Ce ne sont pas seulement les biens publics et les services publics qui ont été attaqués. Les intellectuels engagés dans le débat public ont trouvé de plus en plus difficile (et parfois inopportun) de se positionner en tant que critique. On leur a parfois reproché de ne pas s'être suffisamment attaqués au fondamentalisme effréné du marché, qui était en train d'asphyxier la vie et la culture en Irlande. Ces intellectuels se sont retrouvés à jouer les seconds rôles face à des technocrates qui se gargarisaient

>>

de mots, et ceux qui ont effectivement fait entendre leur voix n'ont pas été suivis ou n'ont pas été entendus.

Étant donné le rôle hégémonique de l'Église catholique dans un État largement théocratique (et refermé sur lui-même), la société civile irlandaise a toujours été relativement peu développée et dépourvue de moyens, du moins en comparaison avec les autres pays européens. Le pays n'a guère d'institutions en dehors des structures étatiques qui fassent autorité et permettent de développer et de défendre la valeur de la chose publique, qu'il s'agisse de nos biens et services publics, de nos intellectuels engagés ou de la sphère publique dans nos villes et nos agglomérations.

Mais la crise peut aussi être considérée comme une opportunité. L'Irlande traverse une période de repli économique, de volatilité politique et de réflexion psycho-sociale. Nous avons « perdu le fil de l'action », « perdu le contrôle » et nous avons perdu notre souveraineté économique. Mais nous sommes aussi devenus plus résistants, et plus ingénieux – ce qui est particulièrement perceptible dans la sphère publique interstitielle de nos agglomérations, nos villes et nos quartiers. Là, on trouve en effet des preuves tangibles de mouvement et de renouveau : les gens retrouvent un moyen d'exister publiquement, civiquement et socialement au travers de pratiques quotidiennes de production et d'échange, en adoptant des formes participatives, démocratiques et directes d'action, au travers d'espaces interstitiels et virtuels. Un examen même succinct de la vie quotidienne suffit pour constater la présence de ces « espaces de potentialité » dans notre sphère publique interstitielle – des espaces qui émanent souvent de la base et sont cultivés par des citoyens actifs et sensibles au besoin humain de relations civiques.

Des espaces productifs comme le sont les jardins familiaux, et les espaces d'échange comme par exemple les marchés de producteurs, se sont multipliés ces dernières années dans

les villes et aux alentours, comme une forme de remise en question du modèle de la consommation de masse, et comme moyen de renouer le contact avec la nature et de sensibiliser l'opinion publique aux questions liées à l'environnement et au développement durable. Progressivement, des bibliothèques publiques se sont réinventées pour mieux s'adapter au XXI<sup>e</sup> siècle, et elles constituent un formidable exemple d'une prestation de services ancrée localement et adaptée aux besoins des nouveaux venus, qu'ils soient irlandais ou immigrés. Un haut fonctionnaire de police confiait ainsi que l'espace où l'intégration était la plus tangible à Dublin était une bibliothèque publique des nouveaux quartiers de la banlieue ouest de la ville.

Les exemples ne manquent pas de ces espaces de potentialité qui contribuent, au travers de leurs activités et en partant de la base, à animer la sphère publique : la Liffey Swim (course de natation annuelle organisée dans la rivière Liffey à des fins caritatives), le marathon de Dublin ou le site public de baignade de « Forty Foot » au sud de Dublin, qui sont ouverts à tous, attirent des gens des milieux les plus divers, sont d'un accès facile et sont l'expression publique de notre goût (bien irlandais) pour l'auto-flagellation ! Jusqu'à 700 festivals et manifestations culturelles sont organisés chaque année dans toute l'Irlande. Ces espaces « organisés » de potentialité, qui d'ordinaire reposent massivement sur l'apport bénévole et la bonne volonté des populations locales rappellent l'importance des plaisirs qu'on peut tirer de l'art, de la gastronomie, de l'histoire, de la musique, de la littérature ou de la poésie.

Parmi ces espaces « interstitiels » de potentialité, on trouve notamment des galeries, des boutiques et des « performances » éphémères (*pop-up*) (souvent organisés dans les bâtiments fantômes laissés à l'abandon après l'éclatement de la bulle immobilière), des actions de type *flash mobs*, et les désormais populaires *car*

*boot sales* (vide-greniers). Ce type de manifestations impromptues animent nos espaces publics et nous font revoir certaines de nos idées reçues – le *recycling* [recyclage], l'*upcycling* [revalorisation des déchets] et le *cycling* tout court [le cyclisme] sont de plus en plus populaires. Les espaces virtuels de potentialité, qui fonctionnent par le biais des ordinateurs, offrent des possibilités d'organisation politique, de collecte de fonds au bénéfice d'entreprises, et d'innovations telles que celle des *creative commons* [licences libres].

La Gaelic Athletic Association – une organisation bénévole qui est souvent le premier point de contact pour ceux et celles qui cherchent à mettre en place des communautés locales dans les villes-dortoirs et les nouvelles banlieues implantées en zone rurale – contribue de façon importante à développer un sens d'identité, d'appartenance et de la gestion publique. Ces espaces démocratiques et participatifs englobent des initiatives aussi diverses que Claiming our Future, une fédération d'organisations de la société civile qui se sont associées pour étudier les meilleurs moyens de bâtir une Irlande plus égalitaire, inclusive et viable ; le projet Men's Shed, qui propose un espace de rencontre où les hommes âgés peuvent se retrouver et s'adonner à des activités manuelles et de loisirs ; ou la très efficace *Anti-Water Charges campaign* [campagne contre la facturation de l'eau, jusqu'alors gratuite en Irlande] qui s'est étendue à tout le pays. Tous ces espaces de potentialité constituent d'importants sites d'engagement citoyen qui ont pour effet de ré-animer la sphère publique irlandaise en partant de la base, ce qui permet aux citoyens de comprendre que la vie publique ne se limite pas à l'économie mais qu'elle concerne aussi la société. La sphère publique interstitielle qui se développe et s'étend aujourd'hui en Irlande a la capacité de reconquérir la sphère publique institutionnelle dans le cadre d'un projet plus général de rénovation de notre République. ■

Toute correspondance est à adresser à Mary Corcoran <[Mary.Corcoran@nuim.ie](mailto:Mary.Corcoran@nuim.ie)>

# > Le mouvement féministe en Irlande

**Pauline Cullen**, Université nationale d'Irlande à Maynooth (Irlande)



À ses débuts, le mouvement féministe irlandais comprenait Cumann na mBan – une organisation paramilitaire de femmes républicaines qui a lutté contre la domination britannique lors du soulèvement de Pâques 1916.

**L**a longue tradition patriarcale de l'Irlande est contrebalancée par l'évolution des mouvements féministes dans le pays. Le caractère composite du féminisme transnational d'aujourd'hui trouve son origine dans l'époque coloniale. La première vague du mouvement féministe en Irlande, qui remonte à la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, aboutira en 1918 à l'obtention du droit de vote pour les femmes, alors que le pays était encore sous l'autorité coloniale britannique. Ces premières féministes ont joué un rôle dans le mouvement nationaliste, mais leurs revendications seront plus tard mises de côté, au moment de la construction d'un État irlandais postcolonial catholique et conservateur. Dans les années 70, la deuxième vague féministe en Irlande a représenté une période cruciale durant laquelle le mouvement s'est radicalisé et consolidé, avec des avancées importantes sur les questions de la violence à l'encontre des femmes et des droits des femmes en matière de procréation. À l'inverse, les années 80, qui ont été celles du conservatisme social et de taux élevés de chômage et d'émigration, ont été marquées par une violente réaction contre les avancées accomplies par les organisations de défense des droits des femmes, avec notamment l'interdiction constitutionnelle du divorce et de l'avortement.

Les années 1990 ont représenté une période d'accalmie pour l'activisme féministe, marquée par la décentra-

lisation et la fragmentation du mouvement féministe en un réseau d'organisations de proximité formées par des bénévoles actifs à l'échelle locale. Néanmoins, la légalisation du divorce, la dépénalisation de l'homosexualité et la participation accrue des femmes dans le monde du travail sont autant de preuves de l'activisme féministe et de l'évolution des mœurs au sein de la société irlandaise. Pendant cette période, les militantes féministes ont réussi à attirer l'attention sur de nombreuses questions auparavant frappées d'ostracisme, tout en obtenant le soutien de l'État en faveur de l'égalité des droits, d'une législation sur la contraception et des fonds pour financer toute une série de services destinés aux femmes. Les années 90 ont également été ponctuées de contentieux sur les droits en matière de procréation par l'intermédiaire des juridictions européennes – une stratégie qui a donné des résultats mitigés en termes de révision constitutionnelle. La troisième vague féministe a quant à elle abouti à un mouvement de plus en plus professionnalisé, et intégré dans une sorte de féminisme d'État.

Ces dernières années, de nouvelles organisations féministes ont fait leur apparition en Irlande en réaction à la récession économique, au retour en force de l'activisme de la droite catholique, et aux politiques d'austérité du gouvernement. L'IFN (Irish Feminist Network, Réseau féministe

irlandais), fondé en 2010, cherche surtout à mobiliser la jeune génération des femmes ; les groupes pro-choix (*Pro-choice*) poursuivent leur mobilisation en faveur des droits des femmes en matière de procréation – une question qui continue de politiser des générations successives de féministes. La crise a également eu des répercussions négatives sur les infrastructures collectives et les possibilités d’agir des femmes – comme en témoignent toute une série de réductions appliquées au budget d’organismes et de services publics chargés de promouvoir l’égalité hommes-femmes, et aux programmes d’aide aux femmes et aux familles. À noter que l’impact négatif des politiques d’austérité qui touche de manière disproportionnée l’égalité hommes-femmes coexiste avec des initiatives féministes relativement vigoureuses, comme en témoignent les manifestations qui ont été organisées contre les conséquences de la récession sur l’égalité hommes-femmes.

Alors que des phénomènes mondiaux comme la Grande Récession [la crise de 2008] et l’orientation de plus en plus néolibérale du modèle de développement de l’Irlande ont incontestablement des répercussions directes sur les femmes irlandaises et le féminisme irlandais, le rôle des acteurs internationaux dans le mouvement féministe irlandais continue de faire débat : tandis que certains le considèrent comme un mouvement proprement irlandais, d’autres estiment qu’il est dépendant des apports internationaux. L’Union européenne (UE) a souvent été présentée comme un acteur important des débats sur l’égalité hommes-femmes en Irlande. Dans les années 1980 et 90, la résistance conservatrice à « l’influence modernisatrice » de l’UE sur les lois concernant le divorce et l’avortement en Irlande a continué à déterminer l’action des féministes, alors que l’intégration de politiques d’égalité entre hommes et femmes au sein de l’UE et de la Cour européenne des droits de l’homme a ouvert ces dernières années de nouvelles perspectives pour la défense des droits des femmes et le paradigme de l’égalité de genre. Les comparaisons avec l’Europe ont donné une plus grande légitimité aux féministes irlandaises qui s’élevaient contre la politique de leur pays en matière de genre. D’un autre côté, bien sûr, l’activisme des féministes irlandaises dans leur pays a été d’une importance cruciale : l’adéquation de la politique de l’Irlande en matière d’égalité des sexes avec celle de l’Europe et les progrès substantiels accomplis ont été obtenus à la suite de manifestations, de pressions et de procédures judiciaires. En Irlande en 2014, plus de 30 articles législatifs touchant à l’égalité des sexes étaient dus à son statut de membre de l’UE. L’UE a également donné aux associations féministes la possibilité de travailler à l’échelle internationale en tant que membres d’organisations féministes pan-européennes comme l’European Women’s Lobby.

Mais l’UE n’est pas la panacée pour des inégalités de genre générales et profondément ancrées dans la société irlandaise : au niveau européen, les politiques en faveur de l’égalité de genre restent centrées sur les Européennes qui ont un travail rémunéré. On peut dire que l’UE offre aujourd’hui moins de possibilités de faire avancer l’égalité de genre en Irlande qu’elle ne l’a fait dans le passé, dans la mesure où la tendance à la déssexualisation est commune à l’Europe et à l’Irlande. De même, l’intérêt néolibéral pour les droits individuels et l’efficacité des organismes et des marchés contribuent aux stratégies en faveur de « l’égalité des chances », ce qui pourrait affaiblir les anciennes divisions de genre mais a aussi reconfiguré les relations hommes-femmes, en créant parfois de nouvelles charges pour les femmes. Dans le cas de l’Irlande, les améliorations en matière de « capital humain » des femmes et de participation à l’emploi rémunéré sont perçus comme des signes de progrès, or, trop souvent, la reproduction sociale, les soins à la personne, la discrimination structurelle ou les déséquilibres de pouvoir entre les sexes demeurent en dehors des cadres communément admis.

Au-delà de l’UE, les organisations féministes irlandaises cherchent depuis longtemps à faire pression sur leur gouvernement au travers des procédures de contrôle de l’ONU stipulées par les conventions internationales, comme c’est le cas avec la Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes (CEDAW en anglais) et le Programme d’Action de Pékin. Le rapport de 2014 du Comité international relatif aux droits civils et politiques a vivement recommandé que l’Irlande prenne des mesures en faveur de l’égalité de genre et d’une plus grande participation des femmes.

Pour ce qui est de la représentation des femmes dans la vie économique, politique et publique, l’Irlande se classe encore aujourd’hui en mauvaise position, et les arguments pour que les femmes soient plus présentes dans les postes politiques et économiques à responsabilité restent d’actualité, tout comme le sont les appels au changement de la culture politique patriarcale de l’Irlande. Il n’en reste pas moins que les bons résultats de l’économie irlandaise pendant les années du « Tigre celtique » et le succès du mouvement féministe ont ouvert de nouvelles perspectives. Les mouvements féministes irlandais d’aujourd’hui sont mieux reconnus dans toute leur complexité, et pour leur capacité d’adaptation et leurs différences ; pour leur capacité à s’intéresser à diverses optiques sociales, culturelles et politiques ; et liés à toute une variété de mouvements à l’échelle locale, nationale et internationale. L’action politique féministe, même dans ce contexte contrasté, reste essentielle pour réaliser l’égalité hommes-femmes. ■

Toute correspondance est à adresser à Pauline Cullen <[Pauline.Cullen@nuim.ie](mailto:Pauline.Cullen@nuim.ie)>

# > Connexions celtiques

# Les familles globales en Irlande

Rebecca Chiyoko King-O’Riain, Université nationale d’Irlande à Maynooth (Irlande)



| *L’Irlande à l’ère des amours transnationales.*

**A**utrefois connue comme une terre d’émigration, l’Irlande est aujourd’hui devenue, avec l’immigration qui a accompagné le boom économique des années 1990 et 2000, un pays plus ouvert au monde. Contrairement aux attentes, les immigrés qui étaient venus en Irlande pendant le boom ne sont pas tous rentrés chez eux, en Pologne ou ailleurs, lorsqu’a éclaté la crise économique de 2008. Beaucoup sont restés et ont fondé des familles. Quant aux Irlandais, s’il est vrai que beaucoup avaient quitté le pays dans les années 1980, ils ont également été nombreux à revenir pendant la période de boom économique – en particulier les plus qualifiés, qui ont apporté avec eux des expériences internationales, et souvent des conjoints et enfants non irlandais, et des réseaux transnationaux. Tout cela a contribué à faire de l’Irlande un pôle de communication de plus en plus international.

D’après le recensement de 2011, 17% de la population irlandaise indiquaient n’être pas nés en Irlande, soit une augmentation de 25% par rapport à 2006, et 12% déclaraient ne pas avoir la nationalité irlandaise. Tandis que 85%

de la population s’identifiaient comme blancs et irlandais, il y a également eu une augmentation de 87% entre 2006 et 2011 de la population d’origine asiatique non chinoise (essentiellement des Indiens, Pakistanais et Philippins), dont la plupart avait moins de 40 ans. Sur une population totale de 4,5 millions d’habitants en Irlande, plus d’un demi-million (514.068) parlaient une langue étrangère à la maison en 2011, avec, étonnamment, le polonais qui arrivait largement en première place, suivi du français, du lituanien et de l’allemand. À ces changements démographiques s’ajoutent de nouvelles pratiques transnationales que les technologies actuelles ont rendu possibles. Le développement rapide du haut débit et de la technologie sans fil en Irlande et à l’étranger ont permis à 81% des personnes vivant en Irlande en 2012 de se connecter au reste du monde grâce à Internet, contre 61% en 2008.

Quel est l’impact de cette augmentation du volume des échanges et de l’essor des liens intimes transnationaux entre Irlandais et non-Irlandais sur les relations tant à l’intérieur de la société irlandaise qu’avec l’extérieur ?

Les familles – sous leurs diverses formes – se trouvent à la croisée d’institutions qui se chargent d’orienter les conceptions culturelles relatives aux rapports intimes et amoureux, en déterminant quels sont les liens amoureux et les unions considérés comme légitimes et ceux qui ne le sont pas. Ces conceptions sont souvent véhiculées par le biais de répertoires de comportements affectifs. Ces familles transnationales et leurs pratiques affectives ont pris une place de plus

en plus importante dans la vie quotidienne des Irlandais. Nous savons grâce au recensement de 2011 qu'il y a des foyers « mixtes » composés d'Irlandais et de non-Irlandais. Il peut s'agir soit de membres de la famille qui sont de différentes nationalités, comme par exemple des enfants nés en Irlande de parents d'origine nigériane, soit de groupes d'amis de différentes nationalités qui vivent sous le même toit. Certains groupes ethniques présentent des taux particulièrement élevés de participation à ces foyers « mixtes », notamment les personnes originaires des États-Unis (72%), du Royaume-Uni (64%) et du Nigéria (77%).

Avec l'augmentation de la diversité ethnico-raciale et des foyers mixtes irlandais/non-irlandais, et la diversité des modèles familiaux, l'Irlande assiste à l'essor d'un multiculturalisme familial – ce qu'Ulrich Beck appelle « les familles globales ». Ces familles sont souvent interraciales, interculturelles, interreligieuses, multilingues et connectées grâce aux médias électroniques à d'autres personnes hors d'Irlande et à travers le monde entier. En 2012, 29% des internautes en Irlande indiquaient utiliser une webcam pour des vidéoconférences, créant et entretenant par ce biais des réseaux transnationaux de soutien affectif.

Comment ces familles de plus en plus diversifiées servent-elles de centre névralgique aux réseaux sociaux en connectant l'Irlande au reste du monde ? Comme suggéré précédemment, les liens transnationaux ne sont pas principalement économiques mais affectifs et culturels, et s'appuient de plus en plus sur la technologie numérique. L'usage des webcams via Skype permet aux familles en Irlande de créer des espaces de « transconnectivité », en pratiquant des formes d'appartenance simultanée par-delà les frontières spatiales et temporelles. Ce qui influe à son tour de manière subtile sur la façon dont les gens « réalisent » leur travail affectif à partir des plateformes multiples (polymédia) offertes par le numérique. Selon Elliott et Urry, l'usage de plus en plus important de la technologie a conduit les individus à « déposer » leurs émotions dans des dispositifs technologiques (comme par exemple

les textos et les photos mises en ligne) pour pouvoir les retirer à un moment ultérieur : « l'individu pratique pour ainsi dire un acte de "dépôt affectif" (*emotional banking*) qui consiste à stocker des émotions, des humeurs, des états d'esprit sous une forme matérialisée et à conserver ces aspects de son expérience personnelle jusqu'au moment de les retirer à des fins de symbolisation et de réflexion ultérieures » (Elliott et Urry, *Mobile Lives*, 2010 : 39). Outre le dépôt affectif, ces familles transnationales pratiquent également ce que j'appelle *emotional streaming* (le « streaming affectif ») au moyen d'une interaction continue et suivie par le biais d'une webcam.

L'usage d'une webcam avec Skype ne se limite pas à réaliser un appel agrémenté d'un certain support visuel – autrement dit à s'asseoir devant son écran pour un bref face-à-face. L'usage continu de la webcam s'apparente plutôt au streaming – la diffusion en mode continu – d'une vidéo ou d'un film en ligne et fait ainsi office de « fenêtre » sur le mouvement, les bruits et le désordre de la vie quotidienne, non pas pendant quelques minutes mais des heures durant. L'usage de Skype, parfois au quotidien et pendant plusieurs heures, pour garder le contact avec ses proches, permet aux utilisateurs de consolider leurs liens affectifs et de créer un sentiment d'appartenance qui transcende l'espace et le temps. La webcam permet à des familles connectées d'un pays à l'autre de s'adapter et de faire face à des conditions d'intensification temporelle et spatiale ; elles désintensifient l'interaction affective en laissant la webcam toute la journée en marche et en rendant ainsi possible une interaction continue à distance.

En Irlande, ces nouvelles familles sont en train de modifier non seulement la structure démographique de notre société mais aussi la portée géographique de la famille. Grâce aux nouvelles technologies, des familles sont en train de changer la manière dont les Irlandais – et les personnes de plus en plus diverses avec lesquelles ils sont connectés – vivent leurs émotions et leur vie intime. ■

Toute correspondance est à adresser à Rebecca King-O'Riain  
<[Rebecca.king-orain@nuim.ie](mailto:Rebecca.king-orain@nuim.ie)>